

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1258
15 au 21 novembre 2001

13 F - 1,98 €
ISSN 0026-9433



Sécurité quotidienne : de la poudre aux yeux

- **Intranet, outil patronal** p. 3
- **Choc des civilisations** p. 4
- **Chomsky : interview** p. 5
- **Les anars en Grande-Bretagne** p. 6
- **Le Méliès en danger** p. 8
- **Lois et sécurité quotidienne** p. 8

Ben Laden est un raveur Profits politiques à tirer d'une situation de guerre

LORS DU DÉBAT précédant le vote de la loi sur la sécurité quotidienne, le ministre Vaillant a repris, quasiment mot à mot, le funeste amendement Mariani. Le Sénat, chambre d'enregistrement des doléances des élus de rase campagne, en rougissait de plaisir. Quant à l'amateur d'amalgames, il aurait été comblé par ces sénatoriales empoignades, durant lesquelles nos édiles multiplièrent les perles, jusqu'à ce qu'enfin ils puissent faire admirer ce collier : les raves-parties ne sont rien d'autre que des zones de non-droit où s'ébattent les dealers. Or, c'est l'argent de la drogue qui, on le sait, finance les réseaux terroristes. Donc, raveur = dealer = soutien au terrorisme. Plus c'est simple, plus c'est efficace ! Ainsi, au nom de la sacro-sainte lutte contre le terrorisme, on vote un texte au goût douteux, qui, de fait, enterre les raves. Rappelons que, loin de se contenter d'instaurer une obligation de déclaration préalable, il officialise également la possibilité, pour les élus locaux, de refuser l'autorisation de ces « rassemblements musicaux », qu'il permet la saisie du matériel de sonorisation – lequel est le plus souvent loué – et menace de lourdes amendes, assorties de peines de prison, ceux ou celles qui seraient encore

tentés par l'organisation de fêtes sauvages. Bien sûr, l'autorité ne sera que très rarement réduite à user de ces extrémités. Avec l'accentuation des pouvoirs de police des maires (autre volet fort discutable d'une loi en soi irrecevable), il est bien évident que les autorisations seront, neuf fois sur dix, refusées. Enfin, quelle entreprise accepterait de louer un matériel qui, au final, a toutes les chances d'être saisi ?

Les raves vont donc disparaître, ou s'officialiser, ce qui revient au même. L'entrée à deux cents balles, le service d'ordre et tout ce que le monde du business, qui n'attendait que ça, va enfin pouvoir mettre en place, ne fait pas rêver (euphémisme) des teufeurs habitués depuis dix ans à autogérer les activités d'un milieu qui, dès le début, s'est pensé, et vécu, hors du merchandising. Une sacrée claque pour ce milieu qui avait cru voir une victoire dans la reculade de Jospin quand, au printemps dernier, deux rassemblements plutôt maigres avaient suffi à le convaincre de ne pas fâcher la jeunesse. On les avait soutenus alors, notamment Radio libertaire, un certain nombre d'émissions, et d'articles dans notre journal, prenant fait et cause pour les raves, lesquelles correspondent peu ou prou à notre vision d'une pratique

non marchande de la fête, à une approche libertaire de la culture et de l'espace où se produit, où se vit cette culture. On les avait prévenus, aussi : s'éterniser en pourparlers avec des chefs de cabinet dont l'unique mission est d'endormir votre méfiance, c'est non seulement perdre son temps, mais surtout accepter le rôle du dindon pérorant face à une meute de chacals.

Parfaitement prévisible, bien que grossièrement orchestrée, la campagne anti-raves qui a sévi durant tout l'été aurait dû, si ce n'était déjà le cas, faire douter les teufeurs de leur pouvoir à inverser le cours d'une politique décidée depuis belle lurette, en des lieux auxquels ils n'auront de toute manière jamais accès. À la moindre foulure de cheville, au plus petit incident, TF1 pondit un sujet sur la dangerosité de ces fêtes non encadrées par les pouvoirs publics, mettant en garde les parents contre le risque de laisser leurs chérubins se rendre à ces rendez-vous de sauvages. France Info, toutes les radios commerciales, tous les hebdomadaires à gros tirage, servirent de relais à cette vaste opération de dénigrement systématique visant le milieu des raves, sans qu'aucun d'eux n'ose, par exemple, en guise de comparaison, rappeler le nombre de jeunes se tuant chaque semaine sur la route, après s'être imbibé d'alcool au comptoir de boîtes qui, elles, ne sont jamais inquiétées.

« Il est très difficile de réduire à l'obéissance celui qui ne cherche point à commander. » Jean-Jacques Rousseau

Suite en page 3

M 2137 - 1258 - 13,00 F - 1,98 €



Éditorial

BIENTÔT les élections. Ils vont ressortir leurs promesses du placard, et on va continuer à les écouter. Ensuite, ils les rangeront jusqu'à la prochaine fois, et nous, on les oubliera et on les laissera faire ce qu'ils veulent, comme d'habitude, quoi. Ce sera juste quelques heures de programme télé-radio-journal de squattées, un peu d'agitation, de spectacle, pour faire semblant de croire à la démocratie. Et pendant ce temps-là, les affaires vont continuer.

Ailleurs, rien ne changera. Ici, ils nous bourreront le mou avec leur sécurité. Ils nous le bourrent déjà. L'attentat du 11 septembre en tête, ils nous pondent tout un arsenal juridique pour assurer la sécurité quotidienne. Qu'est-ce que c'est que la sécurité quotidienne?

Partout sur la planète, la quasi-totalité de l'humanité vit sans aucune sécurité. Pour beaucoup, la nourriture, le logement, la santé sont des questions quotidiennes, dont la réponse est loin d'être évidente. La guerre fait des ravages, la folie des militaires et des policiers, des gens en armes, s'exprime, à coups de massacres, de tortures, d'assassinats. Et, ici, les gouvernants ont le culot de parler de sécurité quotidienne, et de nous dire qu'il faut que les citoyens aient un sentiment de sécurité, qu'ils se croient en sécurité.

La peur de l'insécurité semble un mal bien occidental. Comment avoir peur de l'insécurité quand on ne sait même pas ce qu'on va manger aujourd'hui, quand on sait même pas si on sera encore en vie le soir-même, ou si quelque fanatique fou viendra nous égorger dans notre sommeil?

Bien sûr, tout le monde veut vivre en sécurité. C'est bien naturel. Mais remettre aux mains des puissants ce besoin revient à se condamner à l'esclavage. Car pour justifier sa position de domination, le dominant doit maintenir un sentiment de peur chez le soumis, qui ne vivra donc jamais en sécurité. Pour vivre en sécurité, il n'y a pas trente mille solutions, il faut détruire toutes les dominations. Tournez le problème dans tous les sens, regardez-le sous tous les angles, vous en arriverez toujours à la même conclusion, à moins de faire partie de ceux qui dominent, bien sûr.

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
1 mois 5 n°	45 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	105 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	195 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	350 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 400 F

Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande
Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction
sur les abonnements de 3 mois et plus
en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom.....

Adresse

Code postal Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

CHAMBÉRY (73) : manifestation contre la guerre tous les jeudis à 18h, rassemblement à la Sasson.

LILLE (59) : tous les jeudis, manifestation contre la guerre, à 18h30, place de la République.

ROUEN (76) : le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste appelle tous les résistants à la guerre à se rassembler chaque samedi à 15h30 place Saint-Sever à Rouen.

Jusqu'au 17 novembre

CHAUMONT (52) : exposition autour de Jules Grandjouan, créateur de l'affiche politique : 1900-1930. Aux silos, maison du livre et de l'affiche, 7-9 av. Foch (renseignements 03 25 03 86 81).

Jeudi 15 novembre

PARIS (75) : à l'appel de la CNT, manifestation des intermittents du spectacle, 15 h, place du Palais-Royal.

Vendredi 16 novembre

DIJON (21) : café-discussion sur l'agriculture et son industrialisation, à 20h30, à l'Espace autogéré des Tanneries, 15-17 bd de Chicago.

ROUEN (76) : vidéo-débat « Charbons ardents » de Jean-Michel Carré, à la librairie l'Insoumise, à partir de 20h30, entrée libre et gratuite. 128, rue Saint-Hilaire 76000 Rouen.

Samedi 17 novembre

BORDEAUX (33) : le groupe Emma-Goldman de la FA appelle à manifester contre la guerre en Afghanistan, à 15 h, place de la Victoire. Un cortège libertaire aura lieu au sein de la manifestation unitaire.

CHELLES (77) : le groupe Sacco et Vanzetti de la FA organise une réunion publique avec Lucio, illégaliste anarchiste dont la biogra-

Agenda

phie écrite par Bernard Thomas a paru il y a quelques mois, à 20h30 au 1bis, rue Emilie (près de la gare).

DIJON (21) : théâtre aux Tanneries! des spectacles enfants et tous publics, à partir de 18h, à l'Espace autogéré des Tanneries, 15-17 bd de Chicago.

LYON (69) : manifestation de soutien aux sans-papiers, à 15 heures, place des Terreaux.

NÎMES (30) : dans le cadre de la journée nationale d'action contre la guerre, manifestation d'ampleur départementale appelée par le Collectif contre la guerre. Rendez-vous à 15h, Carré d'art.

PARIS (75) : manifestation nationale des sans-papiers, à 14 heures place du Trocadéro. (samedi 24 novembre à 14h : manifestation nationale des sans-papiers, place de Clichy à Paris).

PARIS (75) : manif anti-guerre, 14 h, Nation.

PARIS (75) : restaurant en soutien au SCALP/REFLEX. À partir de 19 h. Menu unique à 50 F, au restaurant la Rotisserie, 4, rue Sainte-Marthe, 10^e, M^o Belleville ou Colonel-Fabien.

ROUEN (76) : Miguel Royo viendra présenter son livre *la Guerre d'Espagne et l'exil*, à la librairie l'Insoumise, à 14h30. 128 rue St-Hilaire 76000 Rouen.

Lundi 19 novembre

PARIS (75) : fête tsigane, avec concert (le cirque Romanes, swing manouche), expo, films, table de presse, discussion, organisée par l'Emission Gipsy Mania (un dimanche sur deux, entre 17 heures et 18h30, sur Radio libertaire). À partir de 20 heures à

la Flèche d'or café, 102 bis, rue de Bagnolet, Paris 20^e. PAF 30 F.

Mardi 20 novembre

MONTPELLIER (34) : René Riesel, un des initiateurs des actions anti-OGM passe devant la cour d'appel. Pour information, CNT-CTTE, téléphone/fax 04 66 45 99 83.

Mercredi 21 novembre

PARIS (75) : à 15h, rassemblement devant l'entrée du salon Milipol (la foir'fouille du flic), parc des expositions du Bourget, Paris RER B Roissy.

Samedi 24 novembre

LONGUEAU (80), près d'Amiens, festival multiculturel contre la peine de mort et pour la libération de Mumia Abu Jamal.

Théâtre de la Renaissance : 16h à 22h : concerts de groupes d'Amiens et des environs. 22h30 : Concert de la Brigade. 0h à 3h sound system et jam.

Espace chapiteaux : 15h30 à 18h, forum de rencontre et de débats sur les stands des associations, vidéo-bar sur la situation de Mumia Abu Jamal et la peine de mort aux États-Unis. Association Zébulon. Le Comité amiénois pour la libération de Mumia (CALM) fait un appel aux dons pour la bonne réalisation de ce festival.

PARIS (75) : à 14h, manifestation nationale des sans-papiers, place de Clichy à Paris, tract disponible.

DIJON (21) : à l'espace autogéré des Tanneries, concert organisé par Maloka et le RASH Dijon, avec Brigada Flores Magon (Street-Oï de Paris), Hors contrôle (Oï-Punk de Montceau), Ya Basta (Ska de Paris), No Rest (Punk HxC brésilien). 21 h 20 F. 15-17, bd de Chicago. tanneries@free.fr, www.chez.com/maloka.

À la petite semaine

Les vaincues

SI FEU le commandant Massoud avait les perpétuelles ombres muettes du sérail afghan.

eu le physique plus ingrat d'un Claude Allègre ou d'un Charles Pasqua, peut-être aurait-on pu obtenir davantage d'informations fiables sur le camp antitaliban d'Afghanistan, plutôt que cette navrante idolâtrie à haute dose autour du Guevara du Panshir.

Peut-être aurait-on rappelé plus tôt et plus souvent que les « libérateurs » attendus de Kaboul le furent déjà hier, massacrant, pillant et violant sans problèmes, comme soudards en pays conquis, comme soldats ordinaires dans l'exercice de leur savoir-faire. Peut-être aurait-on su plus tôt qu'au nord modéré comme au sud fanatisé les femmes se voyaient jeter sur la tête et le corps ce torchon grillagé qui fait de Mme Massoud et de ses congénères

Mais l'imagerie combattante a besoin de ces demi-dieux à belle gueule pour posters et tee-shirts. Peu importe que sous la légende dorée se cache une réalité moins glorieuse, et que derrière les héros populaires se dissimulent en fait des hommes incapables d'exister autrement que dans la guerre.

Lorsqu'il ne sera plus question bientôt de bombardements et de marche des régiments, on nous dira sans doute que le pays est libéré. Pour une moitié de la population d'Afghanistan, condamnée depuis plus de vingt ans à n'être, de tous côtés, que le repos du guerrier, ce ne sera pas tout à fait vrai.

Floréal

Intranet, un outil patronal pour améliorer la productivité

« Chroniques syndicales » continue sa série d'émissions sur l'impact de ce que l'on appelle les NTIC¹ sur le monde du travail. Après les dangers de flicage permanent des salariés, les call-centers et autres joyeusetés de la modernité, l'émission du 3 novembre était consacrée aux Intranets. Un Intranet est une version d'Internet strictement

interne à une entreprise. Les Intranets ont connu un développement aussi rapide que les sites internet dans le grand public. Conçus d'abord comme un support de communication interne visant à remplacer les journaux d'entreprise et à porter le discours de la direction, les Intranets sont aujourd'hui développés par les patrons avec

d'autres objectifs, lesquels ? C'est le sujet de l'émission dont nous vous livrons les passages les plus significatifs. Elisabeth et Wally de Radio libertaire ont invité Sophie (enseignante à Paris V). Depuis plusieurs années, Sophie « visite » de nombreux Intranets, elle étudie plus spécialement le rôle de l'écriture dans le cadre du travail.

Élisabeth : Quels sont les principaux constats que tes « visites » en entreprises t'inspirent ?

Sophie : le premier, c'est le rôle primordial de l'écriture dans l'entreprise et par conséquent directe, l'accroissement des inégalités des salariés devant l'écrit et la lecture. Le papier était déjà largement présent, mais j'ai constaté la généralisation de l'écriture salariée : toutes et tous les employés sont amenés à écrire sur, à propos, à partir de leur travail. Le salarié reçoit de plus en plus d'informations écrites. Cet accroissement des inégalités au sein de l'entreprise ne se fait pas uniquement à propos des personnes peu ou pas lettrées, mais sur l'ensemble des agents de l'entreprise. Ces outils accompagnent une tertiarisation généralisée du travail dont la partie production primaire (telle que la lutte des classes la concevait au XIX^e siècle) ne représente plus qu'une infime partie de son activité. Un des objectifs « managérial » de ces outils est de gagner du temps, et le temps c'est de l'argent pour les entreprises. Dans les entreprises « réseautées » « on » demandera aux techniciens en intervention à l'extérieur, un rapport codifié en temps réel selon des éléments de langage stricts et qui sera visible par toute l'entreprise, ce salarié s'exposera à travers son écriture devant tous ses collègues et sa hiérarchie. Il n'est plus simplement jugé par la qualité de son intervention, mais par le compte-rendu qu'il fait et les infos qu'il livrera à sa boîte. Dans la société en général, l'écriture est souvent un outil de domination et de ségrégation sociale, dans l'entreprise ; c'est encore plus vrai.

Wally : Pour aller dans ton sens, un des grands cabinets spécialisés dans le management présente l'intérêt des Intranets pour une entreprise comme cela : « Grâce aux cercles de qualité, à la standardisation des processus de travail, tout ce qui permettait des gains de productivité dans les grandes entreprises industrielles a été fait dans le domaine de la production primaire. Par contre, d'immenses gisements (de productivité) peuvent être mis en œuvre – pour pas cher – chez les cols-blancs, la vente, la recherche, le secteur administratif. L'Intranet a été développé pour ça. »

Sophie : Ce qu'ils recherchent avant tout c'est de raccourcir les flux d'informations, de la même manière qu'ils ont inventé la distribution à flux tendu. Par exemple, chez Alcatel, un spécialiste du processus qualité dans l'industrie a été chargé de ramener la durée du recrutement d'un salarié de deux mois à dix jours. Pour atteindre cet objectif,

Alcatel a conçu un Intranet entièrement dédié à ce processus : dans toutes les usines, les centres de recherche, le procédé de recrutement est désormais le même : « fiches postes » précises, pré-définition des compétences requises ; bourse de poste interne ; formulaires ; tri des candidatures ; etc.

Élisabeth : C'est l'idéologie de la vitesse, faire circuler les informations plus rapidement et faire travailler les salariés plus vite. Gagner du temps, c'est gagner de l'argent y compris dans le secteur administratif des entreprises.

Accélérer la vitesse de circulation des informations, mais aussi s'emparer de l'intelligence collective des salariés !

Sophie : Le deuxième axe de « progrès » (pour les patrons) est plus subtil. La capacité de ces outils à générer ou plutôt à mettre en scène du consensus au sein de l'entreprise, à travers les forums, les sites (les listes) métiers. La controverse interne n'utilise pas ces canaux. J'ai d'ailleurs pu constater la difficulté du syndicalisme non consensuel à conquérir des espaces d'expressions sur les Intranets. Troisième axe : favoriser des gains de productivité plus qualitatifs. Ceux-ci dépendent de l'implication du salarié : son engagement à donner du jugement, du sens à son travail ; son consentement à partager son expérience, son savoir-faire, son intelligence du travail et la capacité des Intranets à s'accaparer la socialisation du travail collectif². Le discours patronal officiel dit que ce sont les salariés la richesse de l'entreprise (notre vrai capital ce sont nos ressources humaines) donc « on » développe le travail coopératif, le partage des connaissances, mais parallèlement la compétition interne n'a jamais été aussi grande. Avec ces outils, les entreprises n'ont plus besoin de créer des sortes de contremaître, puisque ce sont eux-mêmes qui créent la compétition. Leur travail est toujours comparé en temps réel par rapport à un des tableaux bords autogérés par les salariés. Pour accélérer les cadences, les managers n'ont plus besoin de donner des ordres, c'est « la machine » qui les prescrit. J'ai constaté un management des salariés par la création d'une insécurité dans le travail du fait de la rationalisation et de l'uniformisation des processus de travail. Il y a une perte de la culture de l'atelier et des microsavoir-faire développés par les salariés. Pour les cols-blancs c'est surtout vrai pour l'écriture.

Wally : Avec comme conséquence directe une perte quasi totale de l'autonomie du salarié « en col blanc » dans son travail. Chacun développait sa propre intelligence dans

la conduite de son quotidien, avec la mise en place de procédures uniques à l'ensemble d'un type de tâche à travers les outils du type « workflow » ou des modèles, des formulaires des suivis du dossier. Les patrons touchent au fond du travail de chacun en y ajoutant la traçabilité des dossiers donc des salariés.

Élisabeth : Faire travailler les gens ensemble n'est pas un cauchemar en soi. En tant que libertaire, travailler autrement (mieux) pour libérer l'individu du taylorisme est un progrès. Ces outils sont au service du profit, pas de l'individu.

Wally : Tout comme l'usage du web peut avoir deux visages : un libéral, l'autre libertaire. La question est donc de savoir si une version sociale, voire libertaire des Intranets est possible ?

Sophie : Je ne crois pas, seuls les mails échappent à la rationalisation intensive des NTIC. La messagerie garde le contact direct entre deux individus. Les « managers » s'en plaignent car ils considèrent qu'ils génèrent une déperdition des informations. C'est aussi l'outil privilégié des organisations syndicales et des messages « déconnants » qui circulent dans une entreprise.

Élisabeth : L'instinct de liberté, de révolte des salariés fait qu'il est certain que cet nouvel outil de travail, s'il génère une nouvelle forme d'oppression, générera de nouvelles formes de luttes.

1. Nouvelles technologies de l'information et de la communication.
2. Idée déjà présente chez P-J Proudhon dans Qu'est-ce que la propriété ?

Lectures

« TIC et surveillance des salariés », numéro des *Liaisons sociales* (7 septembre 2001).

« La cibersurveillance des salariés dans l'entreprise », numéro des *Liaisons sociales* (22 mai 2001).

« Cybertraque : halte à Big Brother », *Courrier de l'Unesco* (mars 2001).

« Sociétés sous contrôle », *le Monde diplomatique*, mars 2001.

1984 de G. Orwell et *le Meilleur des mondes* d'Huxley.

Suite de la page 1 Exception faite de Gènes (mais comment tenir tout l'été avec un seul mort et pas plus de six cents blessés?), la rave qui tourne mal fut vraiment le tube de l'été. Et nos petits copains s'attendaient, après ça, à être entendus par Vaillant ? Attendus au tournant, ça oui. Les plus réalistes d'entre eux admettent aujourd'hui s'être, je cite, « sacrément fait baiser la gueule ».

Ainsi donc, les raves ont vécu. Ça n'a, bien entendu, rien de très dramatique. Au regard des atrocités commises, de part et d'autre, en Afghanistan depuis vingt ans, nos petits embarras, nos petits chagrins peuvent en effet paraître anodins. Les raves vont disparaître, et alors ? Alors, à chaque fois qu'un espace de liberté se retrouve étouffé et s'éteint, c'est une nouvelle victoire pour Ben Laden et ses amis. Alors, en mélangeant les genres, en mêlant, dans une même loi, des mesures spécifiques liées à l'intégrisme musulman et la mort programmée des « rassemblements musicaux », le Sénat, l'Assemblée

et Vaillant se font les alliés objectifs du dingue qu'ils prétendent combattre. En ont-ils conscience ? Peut-être bien.

Cependant, l'avenir n'est peut-être pas aussi sombre qu'il y paraît. Petit rappel historique : quand Thatcher voulut casser le phénomène techno naissant, elle prit le genre de mesure que vient de faire voter Vaillant. C'était il y a plus de dix ans. Conséquence directe de son inconséquence : émergence d'une culture de résistance à l'interdit, développement d'un goût pour la clandestinité qui ne s'est pas démenti, et mouvement qui, de marginal, ne mit pas deux ans à se transformer en phénomène de masse. Aux six gendarmes qu'on chargera d'interrompre une free party de huit mille personnes (et dont la mission consistera à accéder au matériel, afin de le saisir), nous souhaitons d'avance bon courage.

Fred

groupe Louise-Michel

Dans la toile

POUR PRÉSERVER votre liberté de coder, décoder, transcoder et overcoder vos mails et autres missives sans vous retrouver derrière les barreaux, visitez ce site in-décodable (www.lsjolie.net). Une fois de plus, l'État et ses serviteurs s'en prennent aux plus faibles ; ce coup-ci, il est presque question de les affamer. Pour en savoir plus, reportez-vous au webzine des intermittents en danger (intermittents-danger.fr.fm).

La CNT de la rue des Vignoles évoque aussi ce problème sur le site de son syndicat de la Communication, de la Culture et du Spectacle de la région parisienne (www.cnt-f.org/comm.rp).

Le projet du Fourneau (www.lefourneau.com) prend sa source au milieu des années 80 dans la rencontre d'une association de citoyens passionnés avec une compagnie de théâtre de rue, la compagnie Oposito. Cette confluence est d'abord génératrice d'une plate-forme annuelle de création (le festival Grains de Folie de 89 à 95) avant de contribuer à la préfiguration d'un plan de structuration et de développement des Arts de la rue en France.

Un peu nostalgique ce site mais, quoi ! il n'y a pas que la rigolade dans la vie. L'association loi 1901 « Le phare de Jehan Jonas » est une émanation du site Le phare (www.jehanjonas.free.fr) mis en ligne dès juin 2000 à l'initiative d'amoureux de la Chanson décidés à « faire quelque chose » pour tirer Jehan Jonas, auteur compositeur interprète disparu en 1980 à 36 ans, de l'oubli dans lequel il semble être tombé. Voilà, c'est très court cette fois-ci, mais il semble que le web soit triste ces semaines-ci. À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard

alain@minitelorama.com

Arguments

BEAUCOUP d'observateurs ont prétendu qu'avec les attentats du 11 septembre, les États-Unis payaient leur absence d'une vision politique internationale, et qu'ils se sont ainsi fait surprendre. Mais il serait pour le moins paradoxal que la première puissance mondiale n'ait aucune stratégie géopolitique ! Elle qui, en gagnant la bataille de ladite « nouvelle économie » et des nouvelles technologies au cours des années 1990, devança ses premiers rivaux comme le Japon, en marasme ou l'Europe occidentale, en demi-teinte...

Le vrai tournant, c'est 1989, la chute du mur de Berlin et l'effondrement soviétique. À condition de ne pas surestimer l'antagonisme entre URSS et États-Unis, qui ne manquait pas de réelles coopérations ainsi que l'avait remarqué Charles Levinson avec son *Vodka-Cola* (1977), la Guerre froide fonctionnait au moins comme une rhétorique, et comme une organisation du monde car chaque pays devait choisir son camp. À sa fin officielle, il fut donc difficile de repenser le monde pour les dirigeants américains et leurs alliés européens ou japonais...

Mais il fallut peu de temps pour mettre en place un nouveau discours visant à justifier l'interventionnisme américain. Car, rappelons-le, l'impérialisme américain ne repose pas sur la propagation d'un simple idéalisme démocratique mais aussi sur le poids des réalités matérielles. La moitié des deux cents premières firmes multinationales mondiales est américaine, dont les trois premières (General Motors, Ford, Exxon). Les États-Unis constituent bien la première puissance du monde : industrielle, agricole, marchande, technologique, militaire (et de loin, avec un budget militaire en constante augmentation), politique (avec le contrôle de la Banque mondiale et du FMI qui, de fait, ont un rôle politique par leur credo économique libéral), sinon culturelle (Hollywood, MacDo, Levi's, etc.).

Assez rapidement, puisque la nature politique a horreur du vide et que, de surcroît, la puissance américaine a les moyens en dollars ou en cerveaux, une nouvelle vision va se mettre en place, lisible dès la guerre du Golfe (1991). Sur un plan macro, les États-Unis constatent la mise en place de blocs écono-

miques régionaux à l'échelle continentale ou semi-continentale, plus ou moins structurés politiquement (plus : Union européenne ; moins : ASEAN + 3). Ils organisent le leur avec l'ALENA en 1992 (organisation de libre échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique) et la dollarisation de l'Amérique latine. Ils ont leurs alliés en Europe avec le

électorat ? » Elle contrôle aussi le pétrole, notamment en Arabie séoudite avec l'Aramco (compagnie réunissant Exxon, Mobil et Texaco). Dans ce pays, les États-Unis soutiennent sans broncher le régime particulièrement réactionnaire de la monarchie islamiste wahhabite, et défendent cet artifice qu'est le Koweït mais qui ne doit pas

Choc des civilisations ou impérialisme américain ?

Royaume Uni ou l'OTAN, tout en profitant aussi de la faiblesse macro-politique de l'UE comme en ex-Yougoslavie. Ils pilotent l'APEC (organisation économique de l'Asie pacifique) pour contrer les projets asiatistes suggérés par des dirigeants d'Asie orientale. Ils refusent la création d'un Fonds monétaire asiatique proposé par le Japon lors de la crise asiatique de 1997. Mais on ne touche pas aux frontières internationalement reconnues, héritées de Yalta.

L'arc islamique américain

La puissance américaine a toujours cherché à contrôler le Proche et le Moyen-Orient. Elle le veut davantage car ses intérêts y sont multiples. La montée de l'islamisme radical, qui a culminé avec le triomphe de la mollahocratie en Iran (1979), mais aussi l'alignement pro-américain de l'Arabie séoudite, terre sainte avec sa monarchie censée être la garante des lieux sacrés au sein du monde musulman, lors de l'invasion du Koweït (1990), modifie néanmoins la donne, en deux fois. La puissance américaine veut contrer l'influence européenne et éliminer les derniers symptômes d'un nationalisme arabe socialisant. Elle soutient Israël, y compris pour des raisons de politique intérieure, comme le révélait Harry Truman lors de son élection présidentielle en 1946, lorsque à la question de savoir pourquoi il s'intéressait si peu au monde arabe il répondit : « Dites-moi combien d'Arabes y a-t-il dans mon

tomber dans d'autres mains. Car deux pays voisins, où il n'y a pas seulement du sable et du pétrole mais aussi beaucoup d'eau et d'habitants, peuvent devenir des puissances régionales concurrentes à terme si elles s'industrialisent vraiment : l'Iran, devenue ennemie avec la chute du Shah et l'opposition déclarée de la mollahocratie au « grand Satan » américain ; et l'Irak, dont le régime laïc n'hésite pourtant pas, par la voix de son dictateur Saddam Hussein, à en appeler au soutien de ses frères musulmans lorsque l'opération de la reconquête de la « treizième province » koweïtienne, échoua en 1991.

Depuis longtemps les États-Unis ont soutenu cet « arc islamique » qui court de la Bosnie jusqu'en Indonésie en passant par la Turquie, l'Arabie séoudite, l'Azerbaïdjan ou le Pakistan. En Bosnie, l'administration Clinton a fermé les yeux sur les violations de l'embargo, permettant à l'Iran et à l'Arabie séoudite de financer l'armée du bosniaque musulman radical Alija Izetbegovic, qui avait fait de la prison sous Tito pour avoir publié un *Manifeste musulman* mais qui n'a pas réussi à islamiser son régime. Les États-Unis ont aidé la seule puissance nucléaire « musulmane », le Pakistan, également soutenue par la Chine. Les deux en opposition à l'Inde nucléaire trop pro-soviétique. En Indonésie, l'écrasement sanglant (500 000 morts selon certaines estimations), en 1965, du Parti communiste indonésien très proche de la minorité chinoise, effectué par l'armée soutenue par les

États-Unis et le Royaume Uni, a été béni par les conservateurs musulmans malais et le régime Suharto aidé par les États-Unis.

Le principe reaganien du « soutien à tous les mouvements communistes armés » et la théorie du « les ennemis de nos ennemis sont nos amis » (ou son revers, « les amis de nos ennemis sont nos ennemis ») ont constitué la boussole méthodologique de l'État américain. Ce fut notamment le cas en Afghanistan où des millions de dollars (3,3 milliards de dollars, autant que les dons de l'Arabie séoudite) ont été fournis aux intégristes musulmans contre l'Union soviétique au cours des années 1980. Les conseillers américains ont relancé l'idée du Jihad auprès de fondamentalistes sunnites qui ne se sont pas fait prier ! Résultat, le dernier régime laïc d'Afghanistan a été balayé en 1992, les talibans arrivent au pouvoir en 1996 et l'Afghanistan devient la plaque tournante d'un Jihad qui cherche à se relancer et à s'exporter, y compris par le terrorisme et ses camps d'entraînement. Il est possible que cette relance violente soit au contraire le signe d'un essoufflement aveugle de cet islamisme qui ne rencontre plus le succès escompté (recul en Algérie, en Turquie, en Égypte, en Malaisie, etc. ; réformisme en Iran). La jeunesse urbaine paupérisée se rendant compte que la récitation du Coran ne suffit pas à lui remplir le ventre, la classe moyenne pieuse préférant l'accès tranquille au marché, et l'intelligentsia prenant du recul face aux excès de l'islamisme, comme l'analyse Gilles Kepel.

Mais de la même façon que le monde islamique est loin d'être homogène et qu'il n'est pas uniquement composé de fous fondamentalistes, la tactique américaine varie suivant les circonstances. Avec la chute du Shah, elle a, contre les chiites soutenus par l'Iran, joué les laïcs, comme Saddam Hussein, ainsi que les sunnites radicaux, c'est-à-dire les wahabbites, avec les talibans au Pakistan et en Afghanistan, que ce soit Ben Laden ou Habibie devenu Premier ministre en Indonésie lors de la chute de Suharto. Les alliances se retournent, Saddam Hussein devient le nouvel Hitler, mais toujours au pouvoir, et Ben Laden le Frankenstein du Pentagone, introuvable même à coups de bombes à fragmentation ou de B 52.

Il est possible que les États-Unis recon- sidèrent cet arc islamique qui leur pète un peu à la gueule. Mais ils vont rester dans la zone, où les riches gisements de gaz et de pétrole provenant d'Asie centrale (Caspienne, Kazhakstan, Turkmenistan, etc.) doivent trouver leur route, en évitant à tout prix l'Iran, d'où l'accord pris l'année dernière d'un gigantesque oléoduc allant de Bakou à la Méditerranée en passant par la Turquie alliée, mais à travers les montagnes kurdes toujours instable, et en évitant si possible la Ciscaucasie avec ses Tchétchènes et ses Russes en guerre, et en passant éventuellement par l'Afghanistan et le Pakistan, la nouvelle route qui se profile !

Et arrive la rhétorique des civilisations qui s'affrontent

Il y a également le discours qui accompagne ou précède cette haute stratégie, visant à remplacer la rhétorique de la guerre froide. Ce discours, c'est en gros celui du « choc des civilisations ». Il est élaboré entre 1993 et 1997 par Samuel Huntington, professeur à l'université Harvard, un temps conseiller des Affaires étrangères américaines et du chef du conseil de sécurité, le très farouchement anticommuniste,

L'Afghanistan après la guerre



700 000 kilomètres carrés de bon asphalté américain

Chomsky : interview

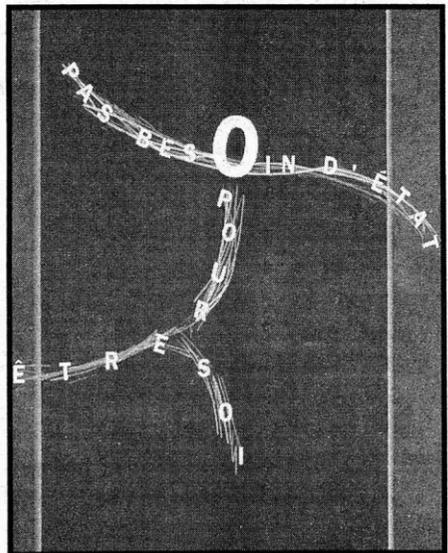
Zbigniew Brzezinski, celui-là même qui, coiffé d'un foulard, accueillit Ben Laden à la frontière pakistanaise lors du conflit soviéto-afghan en lui criant « Allah est avec vous ! » En 1993, Huntington estimait que, après l'effondrement soviétique, la domination occidentale sur le monde serait menacée par « la connexion confucéenne [= chinoise] et islamique apparue pour contrer les intérêts, les valeurs et le pouvoir de l'Occident ». Il insiste beaucoup sur la menace de l'intégrisme musulman.

La théorie huntingtonienne est pratique car elle est modulable. Son auteur estime que les « États phares » des huit grandes civilisations mondiales doivent tout faire pour que les civilisations restent chacune dans son coin, par incompatibilité structurelle et pour éviter des conflits. Il suggère donc que les États-Unis ne s'aventurent pas dans les autres civilisations, et laissent les musulmans tranquilles. Mais outre le fait que la remise en cause de tout principe d'universalité et donc de fonctionnement universaliste bannisse l'idée même d'un autre monde possible et souhaitable, ce prétendu pragmatisme, fausement naïf, fait l'impasse sur les intérêts matériels de l'impérialisme américain – Huntington ne parle que de valeurs, de religion, de cultures, jamais de micro-composants ou de pétrole. Il désigne en réalité les obstacles qui se dressent contre les valeurs américaines, finalement présentées comme les moins mauvaises.

Le tour est joué ! C'est alors en toute bonne conscience, en faisant hypocritement contre mauvaise fortune bon cœur, que triomphe le principe de la religion, ouvrant la voie à la lutte du Bien contre le Mal qu'affectionnent autant les bigots comme Bush, dont l'un des premiers soucis fut de débloquent des crédits à ses églises fondamentalistes, que les intégristes à la barbe taliban. Ce prétendu « choc des civilisations » permet de masquer des intérêts économiques et géopolitiques bien réels sous des rivalités ethno-culturelles au besoin suscitées et ressuscitées.

L'une des ripostes à apporter, outre le refus de tous les intégrismes avec la croix, le voile ou la kippa, c'est l'affirmation d'un véritable universalisme – celui de l'humanité – qui transcende ces aspects occidentalocentristes au profit de valeurs communes : n'ayons pas peur de ces mots-là car le relativisme moral ou culturel a trop fait de ravages pour qu'il ne soit pas urgent de réaffirmer les valeurs théoriques et pratiques que sont l'égalité des droits et des devoirs, économique et sociale, la liberté et la solidarité, humaines tout simplement.

Philippe Pelletier



[...]
Prenez, disons le mot « terrorisme », par exemple. Comme la plupart des termes du discours politique, il a deux significations. Pour en connaître le sens littéral, il suffit de jeter un coup d'œil dans les manuels juridiques ou militaires officiels, et ils vous diront ce qu'est le terrorisme. Vous saurez alors que le terrorisme est « l'usage calculé de la violence contre des civils dans le but d'intimider, de provoquer la peur, souvent de tuer, à des fins politiques, religieuses ou autres ». Voici le terrorisme dans sa définition officielle.

Mais cette définition ne peut être réellement utilisée sans entraîner les pires conséquences. Pour une simple raison : elle est presque la même que celle de la politique officielle des États-Unis. Dans ce dernier cas, on dit plutôt « contre-insurrection » ou « guerre de basse intensité », ou n'importe quoi d'autre. Mais en fait, si l'on considère la définition, il s'agit essentiellement de terrorisme. Bien plus, si on en applique la définition littérale, les États-Unis sont un État-terroriste majeur, puisque ces pratiques ont cours en permanence [...]

Et on peut dire la même chose de leurs alliés. Maintenant, ils mettent sur pieds ce qu'ils appellent une « coalition contre la terreur », pour la « guerre contre le terrorisme », et, si vous en déroulez la liste, chacun est un État-terroriste.

Alors, de toute évidence, on ne peut utiliser cette définition.

Il existe donc une définition propagandiste, celle utilisée actuellement. Selon celle-ci, le terrorisme est « dirigé contre les États-Unis ou leurs alliés et mis en œuvre par des ennemis ». C'est de la propagande, et si vous lisez les journaux, c'est toujours dans ce sens que le mot est employé. Et pas seulement aux États-Unis. Tous les pays font cela, même les pires assassins, même les génocidaires. Prenez les nazis. Ils combattaient une Europe occupée. Ils affrontaient ce qu'ils nommaient du terrorisme, c'est à dire la Résistance et les groupes de partisans, dont l'action était souvent, en fait, du terrorisme d'un point de vue technique. C'est fréquemment ce qu'est la résistance.

La Révolution américaine en est un bon exemple, bourré d'actes de terrorisme. Ainsi, les nazis combattaient le terrorisme,

et donnaient à leur extraordinaire brutalité le nom de « contre-terrorisme ». Et les États-Unis, sur le fond, étaient d'accord. L'armée américaine fit un usage intensif de manuels d'entraînement nazis, en fit des analyses minutieuses, démêlant ce qui était bien de ce qui ne l'était pas – c'est à dire ce qui marchait de ce qui ne marchait pas. Elle en accepta dans l'ensemble les bases, et, bien plus, mit en œuvre les mêmes actions contre, presque, les mêmes ennemis. Dans les manuels de l'armée américaine, les chapitres consacrés au « contre-terrorisme » sont inspirés des manuels allemands. On fit appel à de hauts gradés allemands – des officiers de la Wehrmacht – en tant que consultants. Et il en est ainsi dans tous les autres États. Le terrorisme qu'ils n'aiment pas est appelé « terrorisme », et celui qu'ils aiment, car ils l'appliquent ainsi que leurs alliés, est nommé « contre-terrorisme »

Noam Chomsky

Source A-infos, tiré d'une interview à GNN

La CGT espagnole pour la grève générale

LE 2 décembre, à Madrid, la CGT organise une manifestation et appelle à la grève générale. En refusant la précarité, les privatisations et les baisses de salaires et en revendiquant la défense des services publics, la répartition du travail et de la richesse, et des papiers pour tous les sans-papiers, le syndicat anarchosindicaliste a entamé une vaste campagne de mobilisation. Dans ce cadre, la CGT appelle à la convergence : « Il est possible et nécessaire de changer les choses. Mais pour chercher un changement il faut maintenir une mobilisation continue dans le temps. En ce sens, nous faisons un appel à tous les mouvements sociaux et syndicaux à converger à travers un calendrier de mobilisations qui servira à faire face aux mesures antisociales du gouvernement [...]. Un calendrier qui commencerait avec cette manifestation du 2 décembre et qui aurait comme objectif d'organiser une grève générale à court terme, et qui ne soit pas entendue comme la finalité d'un processus mais comme une occasion pour accumuler plus de capacité de lutte, de volonté pour continuer, de convergence entre ceux qui croient qu'un autre monde est possible. »

Source CGT-E

Autriche

Récompense pour dénonciation de narcotrafiquants

Gerhard Köfer (du parti socialdémocrate-SPÖe), maire de Spittal/Drauzen Carinthie (province droitière d'Autriche), a entamé une démarche rare : chaque personne qui fournit des informations sur un trafiquant supposé recevra l'équivalent de 365 euros pour récompense. Il s'agit maintenant de mettre cela en pratique à toute la province de Carinthie. Même si tout le monde est opposé à cette

action, aussi bien les experts que le président du parti de Herhard Köfer, Peter Ambrozy et jusqu'au chef de la police de la province qui prétend qu'au sein même de la population, les accusations seront abondantes. Mais Köfer maintient son idée et explique : « Les narcotrafiquants organisés doivent trembler de peur. » Il affirme avoir convaincu des entreprises de toute la province de verser de l'argent à un fonds, pour que les primes de dénonciation soient payées. Ne soyons pas surpris que pendant ce temps la FPÖe (extrême droite) de Styrie ait repris cette idée...

Source : Maudite Autriche

Église homophobe

LE CARDINAL Andreas Laun (de Salzbourg) a ajouté de « nouvelles conclusions scientifiques » à sa vision réactionnaire du monde. Dans un entretien, il déclara que les homosexuels avaient une espérance de vie de vingt à trente ans de moins que la normale, et que cela était dû à une plus grande probabilité de contracter des maladies vénériennes. Cela serait lié, selon Laun, au « sida, à l'hépatite et aux autres maladies d'homosexuels ». Il explique que cela n'a rien à voir avec son opinion personnelle, mais qu'il s'agit « de questions de faits et de science, qui sont objectifs ». Laun voit une conséquence claire à cette logique : « Cela donne une responsabilité à l'État et au législatif pour prendre cela en compte, et dans le sens aussi d'une meilleure protection des jeunes. »

Source : Maudite Autriche

Pas de place pour les immigrés ?

LE gouvernement en a décidé : le contingent d'immigrés sera abaissé à 8 280 personnes en 2002 (pour 8 518 en 2001). De ce chiffre, 5 490 permis seront liés au regroupement familial, bien que, pour le moment, 11 626 personnes attendent pour venir en Autriche à cette fin!

2 400 permis sont réservés aux « personnes clés » (travailleurs d'un niveau supérieur), aux fins d'améliorer le secteur de l'informatique en Autriche. La condition pour être comptabilisé dans cette catégorie c'est d'avoir une formation spéciale recherchée sur le marché du travail autrichien ; de plus, les aspirants à cette catégorie de travailleurs devront gagner un salaire d'au moins 2000 euros par mois. Il y aussi un nouveau contingent pour les immigrés sans formation spéciale : 0.

Source : Maudite Autriche

Espagne

Les manifs contre la guerre continuent, la répression aussi

ALORS que plus de 5 000 personnes à Madrid ont défilé le 27 octobre contre la guerre, 20 000 autres le lendemain à Barcelone, 8 000 personnes étaient dans la rue à Valencia, 500 à Gironne (Catalogne). Mais l'État espagnol ne baisse pas les bras dans sa politique répressive. Le 18 octobre, le délégué du gouvernement à Madrid, Ansuategui, a fait investir la place Carlos-V pour y empêcher une manifestation contre la guerre. 50 fourgons de police étaient sur les lieux à 11 h 30 du matin pour contrer l'initiative appelée par la coordination des assemblées de l'université de Madrid et appuyée par la plate-forme « Arrêtons la guerre ». Une grève dans les universités avait précédé cette manifestation. Finalement, quelque 300 personnes se sont rassemblées devant l'une des entrées du musée du Prado. Elles furent encerclées par la police, filmées par des caméras et surveillées constamment par les forces anti-émeutes qui procédèrent à de nombreuses vérifications d'identités. Les organisateurs ont décidé de négocier une dissolution devant la gare proche d'Atocha, ce qui se fit sans arrestation ou incident, et sous l'escorte de la police.

Source : UPA, a-infos

Les anarchistes en Grande-Bretagne

Robert Blow est le correspondant de deux espérantistes du groupe Jes Futuro depuis environ un an. Il est membre de la Fédération anarchiste de Londres et de la fraction libertaire de SAT (Senaciaeca Asocio Tutmonda, association anationale mondiale). Sergei, armé uniquement de son courage et de ses capacités espérantistes l'a interviewé, et Isabelle, armée seulement d'un macintosh et de ses capacités de dactylo a tapé le texte.

Sergei : Tu es membre de la FA britannique. Est-ce que tu peux nous présenter ton organisation ainsi que les autres groupes libertaires ?

Robert : À part quelques exceptions notables, historiquement, l'anarchisme en Angleterre n'est pas une grande tradition. Le mouvement actuel est encore relativement faible. Donc, la FA est une petite organisation. Malgré cela, la FA est tenace et très active; elle essaye de prendre part, dans tous les domaines, à la lutte des classes. Nous éditons un bulletin hebdomadaire *Resistance*, notre revue *Organize!* deux fois par an, et plusieurs brochures au sujet de divers aspects de l'anarchisme, la lutte des classes et d'autres points de la révolution sociale. Nos principes reflètent les quelques influences et traditions de l'anarchisme social, du communisme libertaire au conseillisme jusqu'aux idées des mouvements les plus actuels contre le capitalisme mondialisé, le racisme, le sexisme, etc. Nous ne sommes ni synthésistes ni platformistes. Je suppose que nous sommes à peu près entre ces modèles.

Les autres organisations en Angleterre sont aussi peu importantes : la fédération Solidarité de l'AIT et le groupe Classwar qui s'organise autour du journal anarchiste populiste *Classwar*.

Il existe aussi quelques groupes locaux, parmi eux : Contre-information en Écosse, dans le nord de Londres, le groupe de Harvigey, Solidarité, la revue *Black Flag et Freedom*.

Nous avons aussi plusieurs activistes alternatifs similaires aux anarchistes comme Reclaim the streets, les Wombles, et d'autres groupes d'action directe. Mais habituellement, les groupes d'anarchistes organisés ne se joignent pas à eux, n'adhèrent pas à ces groupes. Bien que les groupes s'organisent à part, ils collaborent, nous ne sommes pas sectaires.

Sergei : Pour les néo-libéraux, les politiciens au pouvoir sur le continent, de la droite jusqu'à la gauche, l'Angleterre est un modèle à suivre en matière de chômage, d'économie, de gestion des services publics. Parallèlement, le Royaume-Uni ressemble à un eldorado pour beaucoup d'émigrés en transit vers l'Angleterre. Est-ce qu'il existe un « rêve anglais » ?

Robert : Pendant les années 70, les travailleurs étaient plus forts et possédaient un peu de confiance en eux-mêmes. Bien entendu, à cause des années Thatcher, puis après Major et avec Blair, ces qualités ont disparu entièrement. Évidemment, la crainte de la classe ouvrière n'existe pas seulement en Angleterre, c'est l'objectif de la bourgeoisie, partout. Mais pourtant ici, le mouvement des travailleurs orthodoxes a presque entièrement capitulé et s'est presque auto-détruit. Voilà l'Angleterre, le modèle aimé, apprécié par toute la bourgeoisie européenne. C'est certainement la même histoire partout. Mais en Angleterre, la victoire, sans doute, fut plus rapide et sévère que dans les autres pays d'Europe de l'ouest. Le mouvement orthodoxe des travailleurs, ici, n'a en aucune façon empêché la pacification des masses (en dehors des mineurs). La gauche et les syndicats sont vraiment le flanc gauche du monstre capitaliste. Mais peut-être que maintenant un vent nouveau commence à souffler. Les grèves non officielles augmentent et sans doute notre travail donne ses premiers fruits. Nous verrons...

Tu as raison pour les immigrants et les réfugiés l'Angleterre ressemble à un Eldorado. En fait, hélas, ils ne trouvent qu'un merdier (voir l'article de Robert dans *le Monde libertaire* 1244; « Les réfugiés en Grande-Bretagne »). Est-ce qu'il existe un rêve anglais? Évidemment, les plus réactionnaires prévoient toujours une époque mythique où l'Angleterre dirigera le monde, où chacun aura du travail et sera

heureux, les gens seront tous blancs, etc. Ce sont des histoires de riches sans cervelle : ces idiots ne pensent jamais à Oliver Twist, aux pauvres, aux enfants sans chaussures pendant l'hiver. Les politiciens chantent la stabilité économique, et disent que l'Angleterre peut être une force de pouvoir européen sans chômeurs, sans réfugiés, et autres « canailles ».

Pour ce qui est du monde réel, comme dans la plupart des endroits, les gens rêvent d'un meilleur niveau de vie, de plus d'argent, d'un meilleur boulot, d'une meilleure sécurité, de plus grandes cages, de plus longues chaînes. Seule une petite minorité rêve, elle, d'un monde sans exploitation, sans capitalisme et sans État.

Les membres de la FA britannique rêvent d'une accélération de la lutte des classes et il semble que maintenant la situation s'améliore. Les grèves illégales augmentent : peut-être qu'ainsi les travailleurs retrouveront un peu de confiance en eux. Au sujet de la FA, nous restons un petit groupe pour l'instant, mais plus ferme et plus stable qu'auparavant. L'avenir est clair. Nos actions prennent de l'importance et peuvent influencer des luttes. Mais nous comprenons bien que nos faibles forces fassent que nous devons trouver des objectifs efficaces pendant la lutte.

Sergei : Tu es employé communal dans la ville Hackney dans la banlieue de Londres. Le conseil municipal a failli te virer comme beaucoup de tes collègues.

La plus longue a duré trois jours. Cela n'aide pas à nos chances de succès. Vraisemblablement, si nous avions menacé et agi pour fermer toute la mairie, notre sort se serait amélioré. Quelques anarchistes travaillent à la mairie et chacun d'entre nous a demandé des actions fortes contre le maire, mais nous n'étions qu'une minorité parmi les trois mille travailleurs. Les trotskistes étaient un peu plus forts que nous et ils avaient leurs propres buts. Le syndicat local n'a pas trop mal agi (malgré une direction régionale et nationale qui n'a jamais eu tendance à soutenir les grévistes). Dans le même temps, beaucoup d'employés de bureau n'ont pas voulu risquer une trop longue grève. Cependant, nous, les libertaires, avons un peu d'influence à Hackney. Notre bulletin *Hackneyheckler* est apprécié parmi les travailleurs et les habitants du district. Aucun lampadaire à Hackney ne manque d'affichettes, ce qui peut créer un aspect anarchiste imposant. Mais nous restons peu nombreux. Le groupe Hackneyheckler est constitué de plusieurs membres de la FA britannique, de plusieurs camarades de la fédération Solidarité et de Classwar, et d'autres activistes. Hélas, les très nombreux milieux alternatifs d'ici ne s'intéressent pas à nous, ni à nos idées de lutte des classes.

Au sujet des habitants, ils n'ont pas l'habitude de se mêler à nous. Mais cela ne signifie en aucune manière qu'ils ne sont pas prêts à agir avec nous ou seuls. Le week-end du 19-20 mai 2001, environ trois cents personnes, qui faisaient la fête en dehors d'un pub près de la mairie, l'ont subitement et spontanément attaquée et occupée en protestation contre les restrictions. J'aime croire que nos actions ont influencé et inspiré ces activistes. Cette spontanéité montre que la lutte des classes est ici vivace et qu'elle se porte bien.

Au sujet de la stratégie, nous n'attendons rien de la municipalité. Nous n'aimons pas le conseil municipal et le maire. Nous ne ferions pas confiance à un plus juste conseil. Nous voulons juste encourager les travailleurs et la population à militer et à avoir plus confiance en eux-mêmes. Nous essayons de dévoiler les agissements des politiciens, des patrons, et de quiconque agissant contre les prolétaires.

Sergei : En France, beaucoup de groupes de la FA pendant les élections municipales de 2001 ont fait campagne au sujet de la gestion de la ville et des alternatives. Est-ce que tu as des idées à ce sujet ?

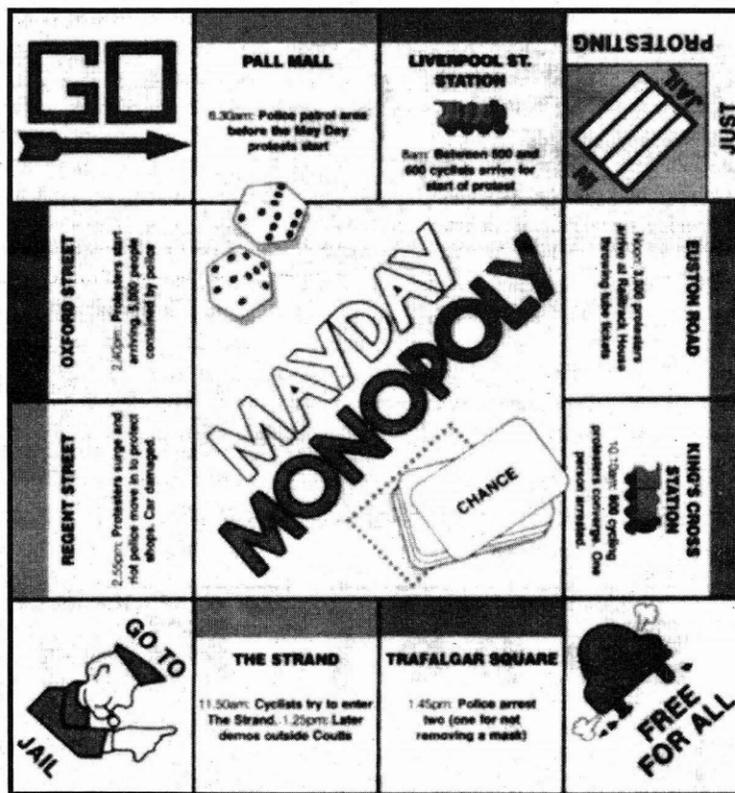
Robert : Selon moi, les luttes communalistes sont très importantes et centrales. De notre force locale dépendent nos forces nationales et internationales. Mais il faut agir localement en lien avec l'environnement. C'est donc difficile de conseiller des anarchistes français au sujet de la situation en France. Cependant, j'aimerais dire que c'est mieux d'agir en tant qu'anarchistes. Nous ne devons jamais diluer nos idées. Mais ça n'est pas nécessaire de parler de cela à la FA française.

Sergei : Pour finir, tu es également espérantiste. En France et ailleurs, beaucoup d'anarchistes sont perplexes quant à l'usage de l'espéranto. Qu'en penses-tu ?

Robert : Je suis aussi perplexé de constater que beaucoup d'anarchistes n'apprennent pas l'espéranto, cette langue si facile et si utile. Le docteur Zamenhoff, le créateur de l'espéranto, était vraisemblablement humaniste mais pas révolutionnaire; mais quel cadeau pour notre mouvement! Si nous voulons travailler mondialement, l'espéranto peut être décisif. Ce serait bien que chaque travailleur qui a une conscience de classe l'apprenne. Nous, révolutionnaires, pouvons l'utiliser pour atteindre nos buts. Un camarade anglais qui avait participé à une réunion de l'IFA à Montpellier m'a dit dernièrement que ça serait bien d'utiliser une langue internationale pour des échanges (et il n'est pas espérantiste). L'anglais dirige le monde, mais c'est la langue internationale du capitalisme. Et apprendre l'anglais, c'est difficile, n'est-ce pas? L'espéranto est très facile, et je l'ai appris en dix-huit mois, donc tu vois!

Nous en ferons la langue internationale de résistance et de révolution!

Propos recueillis par Sergei du groupe Jes Futuro



Robert : Oui, j'ai appris que l'équipe municipale essayait de me virer avec une centaine d'autres collègues pour diverses raisons. Hackney est parmi les villes les plus pauvres du pays; elle est aussi synonyme de corruption, de mauvaise gestion, d'incapacité, etc. Nous payons les impôts parmi les plus élevés du pays et, dans le même temps, nous avons les plus mauvais services sociaux, publics, scolaires, etc. L'administration a déjà perdu 80 millions de livres. Sa solution a été d'embaucher un chef à très haut salaire pour augmenter l'impôt local et diminuer encore les plus bas salaires, virer trois cents travailleurs, diminuer les services sociaux : bibliothèque, crèche, etc. Avant cette malheureuse histoire, le conseil municipal (une coalition de travaillistes et de conservateurs) était tellement corrompu que la cour de justice a envoyé dernièrement deux conseillers en prison. Évidemment, les employés communaux et beaucoup de citoyens ne pouvaient pas accepter cela et se sont battus contre l'équipe municipale.

Sergei : Vous avez fait grève plusieurs fois. Vous avez, avec le groupe libertaire de Hackney, essayé de mobiliser la population contre les prochaines restrictions budgétaires. Avez-vous réussi? Comment pensez-vous peser sur le conseil municipal ?

Robert : Nous avons dernièrement fait notre sixième grève. Mais habituellement, ces grèves ne durent qu'un jour.

À la grande école, j'apprends à lire les genres

LE MANUEL scolaire que les parents soigneux couvrent avec soin le premier jour d'école, propose aux élèves une certaine vision de la réalité sociale. Or (surprise!) des recherches menées dans différents pays ont fait apparaître que les modèles proposés dans les manuels transmettaient une vision stéréotypée des rôles des acteurs sociaux : les femmes y faisant l'objet d'une forte discrimination, particulièrement en ce qui concerne la division du travail. Ces stéréotypes, qui attribuent à la femme un rôle passif et à l'homme un rôle actif, définissent ainsi pour les enfants les comportements concevables pour chaque sexe.

S'adressant à un public jeune, les manuels ont une influence qui n'a rien d'anecdotique : à l'école primaire, son utilisation est quotidienne, et dans la grande majorité des cours préparatoires (CP), le manuel de lecture s'utilise tous les jours, voire deux fois par jour, sans compter sa réouverture à la maison.

Ainsi que le souligne Lise Graf-Moreau, « le processus de structuration de la personnalité commence avec l'imitation inconsciente, puis l'assimilation du modèle intériorisé par l'enfant, qui se comportera alors en conformité avec les normes et rôles sociaux voulus pour elle/lui. »

Les analyses de manuels scolaires menées dans les pays francophones s'accordent toutes sur le fait que la représentation des femmes y est proportionnellement inférieure à celle des hommes, les femmes étant même parfois exclues de certains manuels. Elles sont représentées le plus souvent comme des ménagères et des mères de famille, n'ayant que très peu de relations en dehors de la famille proche. Lise Graf-Moreau souligne que « constamment disponibles, au service de tous, elles ne sont nullement valorisées dans leur rôle de femme au foyer, présenté la plupart du temps de façon banalisée, voire ridiculisée. »

En ce qui concerne les personnages adultes, les modèles proposés dans les manuels définissent le monde du travail comme la propriété des hommes, celui de la famille comme la propriété des femmes, tout en légitimant la situation subordonnée des femmes au sein de ces deux domaines.

Pour la famille, le modèle de référence reste le modèle nucléaire classique. Pour les personnages enfants, les modèles proposés

attribuent des compétences et des attitudes différentes à chaque sexe, qui anticipent une division sexuelle stéréotypée des rôles d'adultes.

Ce qui frappe en premier lieu dans les manuels les plus utilisés (Fil des mots, Ratus, Gafi, Lecture en fête, etc.), c'est l'absence presque totale d'expression de qualités des femmes en ce qui concerne les domaines de l'ego, de la morale, du corps et des aptitudes. On ne sait rien de leurs qualités d'accomplissement, d'estime de soi, de courage, de confiance. On ne sait rien de leur rapport à la loi, on ne sait rien non plus de leurs capacités physiques de force, d'endurance, d'adresse, de rapidité, et leurs aptitudes intellectuelles et manuelles restent un mystère.

On relève cependant chez les quelques femmes du manuel Gafi des occurrences concernant des qualités de pouvoir et des qualités de raisonnement : elles concernent en fait dans leur quasi-totalité la maîtresse et l'infirmière, plusieurs fois citées.

Les femmes sont en effet institutrices mais pas professeurs, elles sont également infirmières, mais pas médecins. Leurs qualités de soins, de service et de sollicitude se déploient donc dans des emplois de subordonnées et c'est leur absence patente de qualités dynamiques qui les confine dans ce type d'emplois.

En vous invitant à relire ces manuels modernes où vous apprendrez que « Mina a une jolie jupe », ou que Sophie s'éclate à faire les courses et la cuisine avec sa maman, nous terminerons par cette citation de la sociologue Andrée Michel : « S'attaquer au maintien des stéréotypes à partir des manuels scolaires a une valeur pédagogique exemplaire, non seulement pour les enfants, mais aussi pour les adultes qui les rédigent, les publient ou les utilisent... Supprimer le sexisme dans les manuels scolaires et les livres pour enfants n'est sans doute pas suffisant pour l'éradiquer totalement dans l'esprit et les pratiques des enfants, mais c'est là une première tâche nécessaire que tous les acteurs et actrices du système scolaire ne peuvent refuser d'accomplir si leur objectif est de construire une société dans laquelle la dignité des filles et des femmes et leur égalité avec les garçons et les hommes sont promues et intégrées dans les valeurs enfantines. »

Zoé

Le jour où j'ai quitté Brassens

ENTRE 1921 et 1981, a vécu un chanteur familial, un grand gros type qui jouait à l'artisan, qui faisait semblant de coller des musiques toutes simples et toutes légères à des bouts rimés qu'ils ont vite appelés poèmes. Parce que j'avais quinze ans quand il est mort, et que j'étais bien persuadée d'être la seule à me sentir orpheline ce 29 octobre 1981, la seule à avoir capté combien les mélodies étaient biscornues et combien les paroles résonnaient loin, loin dans les têtes... Parce que, vingt ans après, ils n'en finissent pas de le canoniser dans un statut de brave type chansonnier bien de chez eux... Parce que son nom les berce presque aussi sûrement que celui de de Gaulle ou Victor Hugo, je me pose une question essentielle à l'heure de l'apocalypse thermonucléaire : avons-nous aimé le même homme ?

Parce qu'il était né fils de peu, et qu'il portait, chez Chancel, le polo du dimanche bien repassé, parce qu'il faisait rimer des chapelets de jurons oubliés dans des quatrains tout palpitant d'émotion bien délicate, les gens d'en bas l'ont déclaré de la famille. Parce que ses textes fleuraient bon le répertoire classique et qu'il fait bon s'encanailler en compagnie de Villon ou Léautaud, les gens d'en haut l'ont appelé poète et reconnu comme l'un des leurs. Parce qu'il était individualiste et pacifiste, parce qu'il estimait que lois et coutumes n'avaient rien de légitimes a priori, parce qu'il avait commis dans leurs journaux quelques articles gendarmicides, les anarchistes le réclament dans le panthéon libertaire... inter-classiste, bien sûr.

Parce qu'il avait écrit *la Non-demande en mariage* (J'ai l'honneur de ne pas te demander ta main / Ne gravons pas nos noms au bas d'un parchemin) et *Saturne* (C'est pas vilain les fleurs d'automne / Et tous les poètes l'ont dit / Je te regarde, et je te donne / Mon billet qu'ils n'ont pas menti) et que ces textes ne pouvaient avoir été écrits que par un type épatant, compagnon parfait, prince charmant de l'anti-conformisme... Parce que sa Jeanne était la vie même, parce que l'apparition dans *la Claire Fontaine* était l'amour même, parce que la « mariée en pleurs / berçant comme une poupée, son gros bouquet de fleurs » était pathétique et magnifique : je l'aimais, je l'aimais pour ces femmes-là.

Quelques années après ce funeste 29 octobre 1981, où il m'avait plaqué sans même me réclamer à son chevet, j'eus une altercation pénible. Une femme, même pas féministe, avait osé remettre en cause mon Brassens. Elle faisait pire, cette impie, elle parlait de misogynie.

La discussion étant partie sur la chanson *Quatre-vingt-quinze fois sur cent* (Quatre-vingt-quinze fois sur cent / La femme s'emmerde en baisant [...] À l'heure de l'œuvre de chair / Elle est souvent triste peuchère / S'il n'entend le cœur qui bat / Le corps non plus ne bronche pas) et je tançais vertement l'inculte de n'avoir pas su comprendre la profondeur anti-machiste d'un texte comparant le baiseur égocentrique et satisfait à un « coq imbécile et prétentieux ». « Ben la femme je sais pas, dit la méchante, mais des femmes qui prennent leur pied sans être amoureuses, j'en connais plusieurs, dont moi... C'est bien pratique de décider que les femmes sont génétiquement sentimentales et les mecs "nature" »

C'était lumineux d'évidence. Ce fut la première déchirure. Le doute s'est alors répandu tel une lèpre de lucidité. La Jeanne, avec ou sans enfant, c'est la « mère universelle », au même titre que la femme d'Hector dont la vie se résumait à se préoccuper des autres, et elles sont surtout sublimes de ne pas s'appartenir. En face, ô surprise, il y a les putes. De pauvres putes, (Y'a des clients, y'a des salauds / Qui se trempent jamais dans l'eau), de gentilles putes (Elle se vend aux autres, braves gens, braves gens, elle se donne à moi c'est immoral et c'est comme ça, *la Mauvaise Herbe*), mais des putes qui ne sont victimes que des méchants bourgeois, jamais du client prostitué. Et puis, après les « vraies femmes », il y a des apparitions, des femmes rêvées... dans un pré à faire téter un chaton, ou « Dans un coin pourri / Du pauvre Paris » comme fée du bistrot.

Partie dans ces réflexions d'infidèle, je me suis demandé si *Misogynie à part* était bien du quarantième degré, et puis j'ai entendu *le Gorille* pour la millième fois, et j'ai trouvé sinistre, juge ou pas, qu'un viol soit censé être une juste punition. Ce jour-là, j'ai quitté Brassens. J'ai jeté son portrait et j'ai gardé ses disques.

Depuis ce jour, le 29 octobre, je m'en fous.

Nina Solo

Des solutions techniques pour des problèmes de fond

VOUS AVEZ REMARQUÉ ? C'est toujours aussi difficile de parler de féminisme et de patriarcat de nos jours... À la rigueur, on peut parler de sexisme : quand même, y'en a qui exagèrent, surtout dans la pub. Mais bon, ça commence à réagir, les publicitaires se sont fait taper dernièrement sur les doigts, ils vont faire gaffe, promis ! Éventuellement, on peut parler d'inégalité politique : c'est vrai quoi, que la moitié de la population mondiale soit écartée des affaires publiques, c'est pas logique ! Heureusement que chez nous, y'a la loi sur la parité ! Parfois, on parle aussi d'inégalité sociale : heureusement, des mesures ont été prises pour encourager les filles à choisir les filières scientifiques, ou même du bâtiment, pourquoi pas ? Sans trop se demander quelle serait leur réalité profession-

nelle au quotidien mais passons... Allez ! On peut même parler d'inégalité économique : c'est vrai quoi, c'est dingue qu'aujourd'hui encore, les femmes soient moins bien payées que les hommes pour le même poste ! Faut que les syndicats se bougent ! N'oublions pas bien sûr d'évoquer le « douloureux » problème des violences sexuelles : y'a des hommes, quand même, qui se comportent comme des animaux, c'est des malades, faudrait les soigner ou la leur couper ! Et puis, et puis, il y a toutes ces religions (étrangères, faut bien le dire...) qui empêchent les femmes de vivre librement : toutes ces femmes voilées, quelle horreur ! Heureusement, en ce moment, on s'en occupe...

Le patriarcat est un système de domination des femmes pour les hommes. Ce n'est pas seulement une juxtaposition, mais bien un tout cohérent qui fonctionne depuis des siècles

et influence profondément les mentalités. C'est d'ailleurs pourquoi, il est très fort dans le privé : les femmes peuvent bien faire de la politique, être électricienne ou gagner autant ou plus que les hommes, elles continueront de faire la lessive pour toute la maison et de penser en continu aux mille détails à régler de la vie d'une famille. On peut poursuivre et enfermer les violeurs (et encore...), on attendra toujours des femmes qu'elles soient belles aux yeux des hommes, qu'elles éveillent leur désir, au risque de le payer chèrement.

Il faut appeler les choses par leur nom. Les féministes ne combattent pas les hommes, mais le patriarcat. Elles ne sont pas agressives, encore moins hystériques, elles posent des questions là où ça fait mal.

Pipi Langstrumpf

Le Méliès à Montreuil Quand le politique met au pas la culture



Le Voyage dans la Lune de Georges Méliès

JEAN-PIERRE BRARD, maire de Montreuil, vient de frapper un grand coup contre la liberté d'expression. À quelques semaines d'intervalle, il interdit la diffusion de films palestiniens et dénonce la convention qui lie le cinéma Méliès, géré par l'Association montreuilloise du cinéma (AMC), et la Ville, sous le prétexte fallacieux d'une mise en conformité avec la loi Sueur. Ladite loi interdit à une commune de financer avec de l'argent public une association régie par le droit privé, au-delà de 2 200 entrées par semaine. Faux prétexte, puisqu'un décret est en préparation pour permettre ce type de financement, portant ce seuil à 10 000 entrées par semaine, afin que tous les cinémas classés Art et Essai puissent survivre face aux machines à décerveler (multiplexes et grosses productions...).

Ce qui dérange le maire de Montreuil, c'est la liberté offerte par l'AMC. En effet, le Méliès est devenu un lieu de débats et de rencontres où le cinéma indépendant,

le cinéma militant ont toute leur place. Chaque mois les programmes donnent carte blanche à un cinéaste ou une association. En mai 2000, la CNT a pu organiser une semaine de films libertaires. Ce mois-ci, le Méliès projettera le film de Valérie Casalta : *Double peine les exclus de la loi*; ou, encore, en avant-première, le film de Bertrand Tavernier : *Histoires de vies brisées*, un documentaire sur un groupe de sans-papiers.

Espace d'expression et de liberté à Montreuil et en région parisienne, c'est le réel enjeu de cette municipalisation expresse. Mme Pessin-Garric, maire-adjointe à la Culture, ne s'en cache pas : « Il s'agit d'ancrer davantage le cinéma dans nos orientations municipales, culturelles et éducatives », déclare-t-elle dans *Montreuil Dépêche*, l'hebdomadaire d'informations municipales. On ne saurait être plus clair...

Une pétition lancée à l'initiative du Collectif de soutien au Méliès avait, mardi 6 novembre, déjà recueilli plus de 2000 signatures. Pétition remise le même jour au maire lors d'un conseil municipal où plus de 300 adhérents et sympathisants de l'AMC sont venus demander un débat public sur l'avenir du cinéma. Débat refusé par le maire, ce qui a déclenché leur colère. Le conseil a été interrompu et s'est transformé en assemblée improvisée sous le regard méprisant du premier magistrat de la ville.

Situation bloquée, inquiétude quant à l'avenir du cinéma, l'assemblée de l'AMC, réunie deux jours après la manifestation s'interrogeait. Le maire devait proposer une réunion de « médiation », en début de cette semaine et le Collectif de soutien pour un Méliès associatif se réunit pour envisager de nouvelles initiatives.

Nada

extrait du n° 2 de « Floréal », journal du forum libertaire montreuillois

L'Association montreuilloise de cinéma, c'est aujourd'hui plus de 500 adhérent(e)s. L'AMC est gérée par un conseil d'administration de douze membres (huit élus en assemblée générale et quatre membres de droit désignés par la mairie). Les trois salles du Méliès sont classées Art et Essai dont deux en salles « recherches ». Le budget s'élève à 6 millions de francs (la mairie finance à la hauteur de 1,5 million de francs). De 1998 à 2000 le nombre d'entrées est passé de 119 243 à 158 225. Le Méliès est devenu, avec l'Utopia, à Saint Ouen-l'Aumône, le cinéma indépendant de référence de la région parisienne.

Nouvelle loi sur la sécurité quotidienne

En voici quelques extraits, tous en rapport avec l'informatique.

De la mise au clair des données chiffrées nécessaires à la manifestation de la vérité.

« Art. 230-1. – [...] Lorsqu'il apparaît que des données saisies ou obtenues au cours de l'enquête ou de l'instruction ont fait l'objet d'opérations de transformation empêchant d'accéder aux informations en clair qu'elles contiennent ou de les comprendre, le procureur de la République [...] peut désigner toute personne [...] qualifiée, en vue [...] d'obtenir la version en clair [...] »

Jusque-là, tout va bien. Mince, c'est crypté, comment on fait? – Demandé à Truc, il s'y connaît à fond. – O. K.

« Si la peine encourue est égale ou supérieure à deux ans d'emprisonnement et que les nécessités de l'enquête ou de l'instruction l'exigent, le procureur de la République [...] peut prescrire le recours aux moyens de l'État soumis au secret de la défense nationale. »

Oulà, ça rigole pas des masses. Chef, on arrive pas à le décrypter. – Hum, O. K., on va vous décrypter tout ça avec les moyens de l'État soumis au secret de la défense nationale. – Merci, chef.

Pour avoir un peu tripatouillé dans la technique, je sais qu'il est très difficile de déchiffrer des données, si la méthode de chiffrement utilisée suit certains principes. Vous me direz que je n'ai pas eu accès aux publications soumises au secret de la défense nationale, ce qui est vrai, reconnaissons-le tout de même. Laissons aux gens qui légifèrent le bénéfice du doute...

« Art. 230-3. Dès l'achèvement des opérations [...], les résultats obtenus et les pièces reçus sont retournés par le responsable de l'organisme technique au service de police judiciaire qui lui a transmis la réquisition. Sous réserve des obligations découlant du secret de la défense nationale, les résultats sont accompagnés des indications techniques utiles à la compréhension et à leur exploitation ainsi que d'une attestation visée par le responsable de l'organisme technique certifiant la sincérité des résultats transmis. »

Chef, tenez, voici la version décryptée. Ah? C'était chiffré comment? Ben, le monsieur il a dit secret de la défense nationale, mais il a juré-craché sur la sincérité des résultats transmis. Ah bon, ça va alors.

Et là, on rigole doucement. Tout et n'importe quoi est possible avec cet article. Si on veut fabriquer des preuves pour condamner quelqu'un, ça devient simple comme bonjour. On saisit son matériel informatique, on simule la présence de données chiffrées, et on fait déchiffrer ce qu'on veut au technicien. Ensuite, on dit secret de la défense nationale et hop! le tour est joué. On vient de fabriquer des preuves d'un coup de baguette magique. Vous allez me dire que les autorités sont au-dessus de ce genre de pratiques, et moi je vais bien évidemment vous croire...

« Art. 230-4. Les décisions judiciaires prises en application du présent chapitre n'ont pas de caractère juridictionnel et ne sont susceptibles d'aucun recours. »

Bref, tu t'écrases, on a les preuves. Bienvenu dans un monde de justice, camarade.

« Art. 230-5. Sans préjudices des obligations découlant du secret de la défense nationale, les agents requis en application des dispositions du présent chapitre sont tenus d'apporter leur concours à la justice. »

Encore un coup de secret de la défense nationale pour ceux du fond qui dormaient...

De la création des moyens de cryptologie

Dans un autre ordre d'idées, on a ça, qui est pas mal non plus.

« Art. 11-1. – Les personnes physiques ou morales qui fournissent des prestations de cryptologie visant à assurer une fonction de confidentialité sont tenues de remettre aux agents autorisés [...] les conventions permettant le déchiffrement des données transformées au moyen des prestations qu'elles ont fournies. »

Le fait de ne pas déférer, dans ces conditions, aux demandes des autorités habilitées est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 F d'amende.

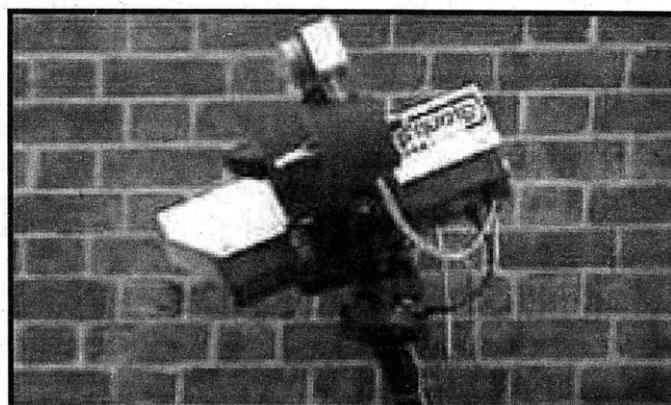
Imaginons : j'ai invité une méthode de chiffrement exceptionnelle; aucun service secret de la planète n'arrive à la contourner. Sympa, je mets tout ça en téléchargement sur Internet. Manque de pot, c'est tellement bien fait que je suis incapable de déchiffrer des messages si je n'ai pas tous les éléments en ma possession (notamment les clés de chiffrement). Eh ben, ni une ni deux! en prison! fissa.

C'est du délire intégral.

L'État n'a pas fini de pourrir nos vies...

Cédric

groupe de la Villette.



Georges Yvetot

20 juillet 1868-11 mai 1942

MILITANT anarchiste et syndicaliste, antipatriote et antimilitariste. Né d'un père gendarme, puis orphelin, il devient ouvrier typographe puis correcteur. Sa rencontre avec Fernand Pelloutier l'amènera à l'anarchisme et au syndicalisme. Il deviendra secrétaire des Bourses du travail et de la CGT de 1901 à 1918. Orateur de talent, propagandiste antipatriote et antimilitariste inscrit au carnet B, il est de nombreuses fois condamné à plusieurs années de prison pour incitation de soldats à la désobéissance (affaire du « sou du soldat » ou encore avec la publication du *Manuel du soldat*), etc.

En 1904, il est l'un des secrétaires de l'Association internationale antimilitariste. Partisan de la totale indépendance du syndicalisme, il contribuera en 1906 à l'adoption de la

célèbre charte d'Amiens. Il poursuit son action contre la guerre et le militarisme jusqu'en 1914 mais, écœuré par l'union sacrée, il préfère alors s'occuper d'une association d'orphelins de guerre. En 1918, il perd son poste syndical et se consacre au pacifisme. Durant l'entre-deux-guerres, il collabore à de nombreux périodiques anarchistes. En 1939, il signe le tract « Paix immédiate » de Louis Lecoin et est à nouveau condamné. Il ne subira pas sa peine de prison en raison de son état de santé.

Source :
Éphéméride
anarchiste
<http://perso.club-internet.fr/lytak/>



Les soldats

SOLDAT : militaire qui touche une solde payée régulièrement par le prince ou par le pays qu'il sert.

Simple soldat : militaire non gradé, c'est un militaire de troisième catégorie, puisqu'il y a des officiers, sous-officiers et soldats pour composer une armée.

Plus un officier a de galons, plus il s'éloigne du soldat, ayant sur lui d'autant plus d'autorité et de solde importante avec plus d'honneurs et moins de risques. Le soldat touche une solde ridicule, mais il est abrité, vêtu, nourri et couché. Tout cela pour une besogne stupide dans son exercice, criminelle dans ses intentions, infâme par son accomplissement et son but.

N'est pas soldat qui veut : un infirme, un idiot, un malingre, un trop faible d'esprit ou de corps est exempté définitivement. Il faut convenir que les majors peu scrupuleux examinent, auscultent, palpent la chair des hommes de vingt ans, obligatoirement tenus de se présenter à jour et à heure fixes, pour ce qu'on appelle le conseil de révision. Tous les conscrits ont de fortes chances d'être reconnus bons pour le service, surtout s'il y a nécessité de chair à canon pour défendre des intérêts qui ne les touchent aucunement s'ils ne sont capitalistes ou fils de capitalistes. S'il a la naïveté, le pauvre soldat, de croire qu'il est appelé à se battre pour un idéal ou pour une raison plus ou moins admissible, à moins d'être un crétin, il verra vite qu'il n'en est rien et qu'il est tragiquement dupe. Mais s'il est soldat, il n'est plus homme ; il est un numéro matricule, une machine à obéir, une machine à tuer son semblable. Un moment, il voit en face de lui, ayant subi le même ignoble dressage que lui, un autre homme ; cet homme qu'il ne connaît pas, qu'il n'a jamais vu ni connu, c'est l'ennemi. Il lui ressemble, pourtant, comme un frère, c'est un homme comme lui. Et c'est à qui, dans le face à face des deux soldats, tuera l'autre ! C'est pour cela que l'un et l'autre ont été faits soldats. Ce n'est même pas aussi simple ; le duel ainsi décrit n'existe que par le hasard de la guerre. Les circonstances qui mettent en présence un homme contre un autre homme sont très rares. En effet, ce serait

dangereux, peut-être, si ces deux hommes n'étaient pas aussi complètement soldats que le veulent ceux qui, à l'abri, les ont envoyés l'un contre l'autre ; il se pourrait que ces deux soldats se reconnussent comme hommes, victimes tous deux d'une machination atroce et qu'ils fraternisent, comme cela s'est vu plus souvent qu'on ne croit, malgré le soin pris pour étouffer de si mauvais exemples, susceptibles d'être contagieux. Aussi, la guerre, ce n'est pas la lutte corps à corps, et c'est tout à fait rarement le duel d'homme à homme ; c'est, au contraire, la tuerie aveugle, en groupe ; c'est le massacre acharné, sauvage de brutes affolées, en furie comme des bêtes, ce sont des fous en bandes excités, entraînés, ivres de haine et ivres d'alcool. Il faut cela, paraît-il, pour être de parfaits assassins, stupides, féroces, lâches, cruels et surtout inconscients ; en un mot, pour être de bons soldats, des héros, tuant ou se faisant tuer glorieusement ainsi que le proclament les profiteurs de toutes sortes auxquels les guerres entre nations et les guerres coloniales procurent avancement, décorations et bénéfices.

Il n'y a, pour nous, qu'une guerre admissible : c'est la guerre civile. Là, il ne faut pas des soldats, mais des hommes. C'est indispensable pour accoucher par le fer une société grosse de transformation sociale. Quant aux malheureux enfants du peuple qui, par hasard, sont soldats de force à un tel moment, ils ont l'occasion de redevenir subitement des hommes en aidant leurs frères civils à faire la Révolution.

C'est d'ailleurs ainsi que peut réussir une révolution ; les événements sociaux nous le prouvent ; les faits historiques de toute nation et de toute époque qui se sont produits en vue d'une transformation politique et sociale ne l'ont pas été autrement, on le sait. La bourgeoisie qui a tout à perdre veut tout conserver. Pour cela, elle est prête à tout.

Enfin, chacun, selon la loi, doit en France servir la patrie et, s'il est besoin, mourir pour elle. Autrefois, le soldat de métier changeait facilement de patrie, suivant la solde qui lui était offerte. Les chefs se ménageaient de leur mieux, et en avaient pour l'argent qu'ils con-

saient à former et à payer des soldats qu'ils remplaçaient par d'autres quand ils disparaissaient, changeaient de camp ou se faisaient tuer. Le chef ou seigneur en avait pour ce qu'il payait. Il en usait selon ses moyens : pour Dieu, pour la Patrie, pour le Roi !... et aussi pour lui-même !

Depuis la Révolution française, on a changé tout cela. Puis est venu un vrai de vrai parmi les soldats : Napoléon, le corse aux chevaux plats. Il mit sous sa botte le peuple qui avait pris la Bastille et renversé la monarchie. Il conduisit par le sabre des soldats en haillons auxquels il fit voir du pays et qu'il gorgea de gloire et de sang. Ce fut le soldat triomphant de l'époque impériale auquel nous devons la funeste prospérité du militarisme, et la renommée du soldat.

Les guerres ont, depuis, pris leur large place dans le monde. C'est une vaste et bonne affaire internationale, dont les peuples font tous les frais. Inutile d'en parler encore ici. Nous sortons d'en prendre. La guerre mondiale fut, de 1914 à 1918, une hécatombe horrible de soldats. La prochaine ne se contentera pas de soldats : elle voudra tout ce qui vit.

Si l'on peut entendre par soldat celui qui embrasse la défense de quelqu'un ou de quelque chose : les soldats de l'idée, on peut dire que les insoumis, les déserteurs, les réfractaires au métier de soldat sont de rudes et valeureux soldats quand on songe à ce qu'ils risquent en tous temps de souffrances physiques et morales pour échapper à l'exécrable obligation du service militaire.

Mais que dire de l'admirable énergie des objecteurs de conscience qui refusent de se plier à tout ce qui leur est commandé par l'usage, par la loi, par ce que les intéressés appellent le devoir. Ceux-là qui, consciemment, énergiquement, stoïquement, refusent de toucher une arme, sont de véritables héros. Ceux-là sont des soldats de l'Idée.

Ces soldats de résistance au mal, ces convaincus, ces héros, ces martyrs sont des hommes !

Ils ne veulent tuer personne : ils veulent tuer la guerre !

Georges Yvetot

Encyclopédie anarchiste, 1934

Chanson de Craonne

*Quand au bout d'huit jours le r'pos terminé
On va reprendre les tranchées
Notre place est si utile
Que sans nous on prend la pile
Mais c'est bien fini on en a assez
Personne ne veut plus marcher
Et le cœur bien gros comme dans un sanglot
On dit adieu aux civelots
Même sans tambour, même sans trompette
On s'en va là-haut en baissant la tête.*

*Adieu la vie, adieu l'amour
Adieu toutes les femmes
C'est bien fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme
C'est à Craonne, sur le plateau
Qu'on doit laisser sa peau,
Car nous sommes tous condamnés
Nous sommes les sacrifiés.*

*Huit jours de tranchées, huit jours de souffrance,
Pourtant on a l'espérance
Que ce soir viendra la relève
Que nous attendons sans trêve
Soudain dans la nuit et dans le silence
On voit quelqu'un qui s'avance
C'est un officier de chasseurs à pied
Qui vient pour nous remplacer,
Doucement dans l'ombre sous la pluie qui tombe
Les petits chasseurs vont chercher leurs tombes.*

*Adieu la vie, adieu l'amour
Adieu toutes les femmes
C'est bien fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme
C'est à Craonne, sur le plateau
Qu'on doit laisser sa peau,
Car nous sommes tous condamnés
Nous sommes les sacrifiés.*

*C'est malheureux de voir sur les grands boulevards
Tous ces gros qui font la foire
Si pour eux la vie est rose
Pour nous c'est pas la même chose,
Au lieu de s'cacher tous ces embusqués
Feraient mieux d'monter aux tranchées
Pour défendre leurs biens, car nous n'avons rien
Nous autres les pauvres puotins
Tous les camarades sont étendus là
Pour défendre les biens de ces messieurs-là*

*Adieu la vie, adieu l'amour
Adieu toutes les femmes
C'est bien fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme
C'est à Craonne, sur le plateau
Qu'on doit laisser sa peau,
Car nous sommes tous condamnés
Nous sommes les sacrifiés.*

*Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là reviendront
Car c'est pour eux qu'on crève
Mais c'est fini car les trouffions
Vont tous se mettre en grève
Ce sera votre tour messieurs les gros
De monter sur l'plateau
Car si vous voulez faire la guerre
Payez-la de votre peau.*

Archives interdites fin de l'Histoire

LORS DE LA CHUTE du mur de Berlin, fut évoquée la fin de l'Histoire, éventualité que les événements récents contredisent manifestement. Mais la fin de l'Histoire cela peut être aussi un refus du passé, de la mémoire, refus en tout cas caractéristique des institutions qui gèrent les archives de la plupart de nos démocraties. L'ouverture des fonds publics en France ne posait pas de problèmes jusqu'à la parution en 1994 du livre de Sonia Combes : *Archives interdites* au sous-titre évocateur : *les Peurs françaises face à l'Histoire contemporaine* (Albin Michel). La France n'avait-elle pas bénéficié, première nation au monde, d'une loi qui ouvrait les archives à tous les citoyens, la loi du 7 messidor an II (25 juin 1794), qui resta appliquée pendant presque deux siècles jusqu'en 1979? La loi du 3 janvier 1979 qui gère aujourd'hui les archives ne fut-elle pas, d'autre part, votée avec une unanimité, une absence d'amendement, révélatrices de l'indifférence des parlementaires et de l'opinion à l'égard de la mémoire et de la conservation du patrimoine écrit? On voulait oublier; aujourd'hui le secret, une certaine vision du passé, ne passent plus, et depuis une décennie, les quelques voix qui s'élevaient contre la blocage des fonds d'archives non seulement de Vichy, mais aussi de la guerre d'Algérie, pour ne pas parler des mutineries durant la guerre de 14-18 dont les dossiers sont encore réservés, ont été rejointes par tout un courant d'opinion. Les faits marquants qui ont jalonné cette prise de conscience ont été successivement la demande d'ouverture des fichiers juifs dressés par les préfetures sous Vichy, fichiers qui, pour Paris, ont été versés au centre de documentation juive contemporaine et, surtout, l'ouverture des archives des deux conflits : la Seconde Guerre mondiale et la guerre d'Algérie. La protection abusive de l'État, de l'armée, des hauts fonctionnaires, fournie par la loi de 1979, a été particulièrement mise en lumière lors du procès en diffamation qu'osa intenter Papon, le préfet de Bordeaux sous Vichy, à l'encontre de l'historien Einaudi. Celui-ci avait évoqué, lors du procès de Bordeaux, la responsabilité de Papon, alors préfet de police, dans le massacre des Algériens le 17 octobre 1961 : l'historien soutenait le chiffre, non pas de trois victimes, proclamé par le préfet, mais celui de cent trente. Entre-temps, les demandes d'ouverture des archives, de révision de la loi, s'étaient multipliées, ce qui amena, on l'a vu, le transfert du fichier juif au CDJC; le préfet, d'autre part, fut débouté, et l'historien eut gain de cause : le tribunal reconnut (grâce notamment au témoignage de deux archivistes, Brigitte Lainé et Philippe Grand qui s'appuyèrent sur des documents, non communicables, qu'Einaudi n'avait pu voir) qu'un massacre d'Algériens avait bel et bien été perpétré le 17 octobre 1961 par les forces de police sous les ordres de Papon. Mais cette ouverture, cette révision, semblent encore aujourd'hui impossibles malgré le long rapport de Guy Braibant, conseiller d'État, sur la nécessité de réformes adminis-

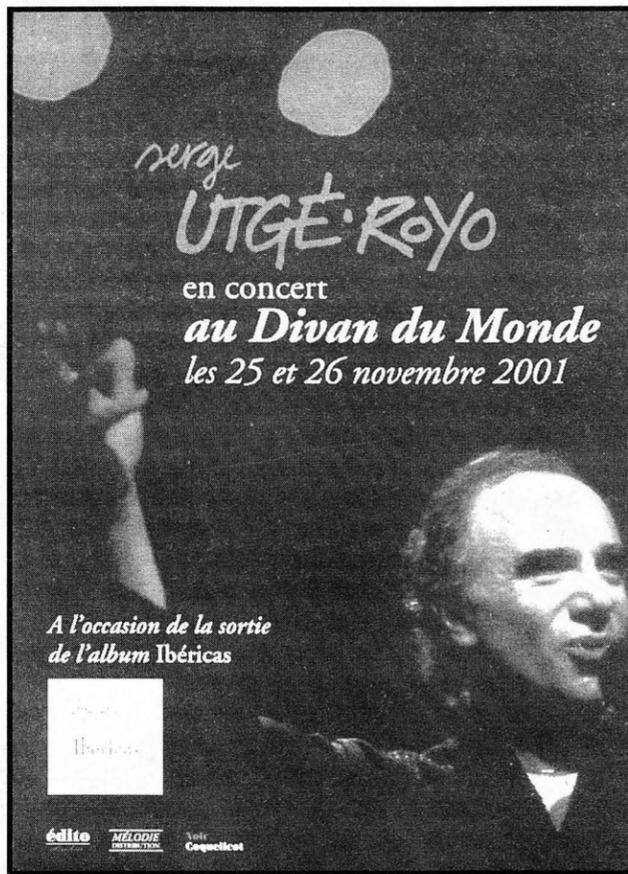
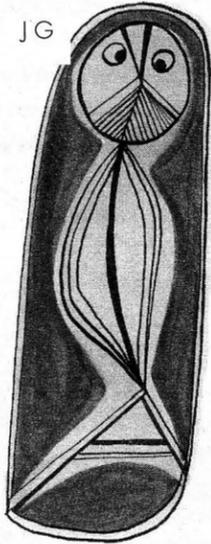
tratives et matérielles, malgré quatre projets de nouvelle loi rédigés par la direction des archives et proposés par le ministère de la Culture. Ces tentatives infructueuses de remédier à un blocage de l'administration sont la preuve d'un malaise manifeste, d'une hésitation permanente des ministères et directions entre le tout-ouvrir et le tout-fermer. Que vaut en effet une loi, celle de 1979, qui déclare librement communicables les documents d'archives publiques (art. 6), pour dresser, immédiatement après, une liste de fonds consultables dans des délais extrêmement longs (art. 7) : par exemple, cent cinquante ans pour les documents comportant des renseignements individuels de caractère médical, cent vingt ans pour les dossiers du personnel, cent ans pour les documents judiciaires, les minutes de notaires, les registres d'état civil, pour tout document également contenant des renseignements d'ordre privé, soixante ans enfin pour les archives intéressant la sûreté de l'État ou la défense nationale? Ce flou autorise les ministères, et la préfecture de police, à gérer les listes d'interdiction de la façon la plus arbitraire, avec mission, pour la direction des archives, de les appliquer. C'est laisser un pouvoir discrétionnaire aux administrations versantes, pouvoir auquel la loi a tenté de pallier par l'institution de dérogations.

Ces dérogations, avec l'évolution des besoins des citoyens face à leur passé, avec le goût de l'Histoire et des archives, se sont multipliées, presque toujours, il faut le reconnaître, accordées, mais souvent avec des délais qui réfrènt toute envie de chercher. Et que vaut une loi qui ne fonctionne qu'à coups de dérogations, et qui entraîne de ce fait d'innombrables démarches, paperasseries, et surcroits de travail pour les lecteurs, les employés et les archivistes?

Face à l'absurdité de cette loi, à la rigidité des administrations, à la passivité d'un pouvoir législatif qui ne procède pas au renouvellement nécessaire de la loi, le gouvernement de Jospin est intervenu à trois reprises par des circulaires : celle des 2 octobre 1997 et 4 mai 1999, préconisant un large accès aux archives publiques notamment en ce qui concerne la Seconde Guerre mondiale et Vichy, et plus récemment celle du 13 avril 2001 « relative à l'accès aux archives publiques en relation avec la guerre d'Algérie ». Absurdité d'une loi contredite par des circulaires successives, arbitraire du recours à l'exécutif pour pallier les déficiences du pouvoir législatif.

« En attendant, la loi du 3 janvier 1979 reste en vigueur », comme le soulignent Brigitte Lainé et Philippe Grand dans une lettre ouverte au Premier ministre datée du 29 mai 2001. « Elle légitime un système dérogatoire généralisé qui rend l'administration toute puissante face à l'usager et l'affranchit de tout contrôle politique... Ce que le citoyen attend, c'est le libre accès à l'intégralité du patrimoine... »

Odile Krakovitch
archiviste



DANS UNE RENTRÉE où l'actualité se trouve concentrée sur la guerre et les indignations quelle suscite, où la violence justifie d'autres violences, et les haines d'autres haines, la sortie d'un nouveau disque de Serge Utgé-Royo, *Ibéricas*, et l'annonce de deux concerts, au Divan du monde les 25 et 26 novembre prochain, redonnent du sens à la vie, et du baume au cœur, aux amoureux du vrai et du beau.

Que n'a-t-on déjà dit sur sa voix magnifique, au service de textes témoins de la

l'avance, il leur a donné une autre dimension, soulignant là un mot, un vers, et comme un metteur en scène, lui donnant soudain une autre dimension, une autre couleur. Il faut les voir, tous trois, échanger, en plein milieu d'une chanson, des regards complices appuyés, qui éclatent en joie, quand l'interprétation se transforme en bonheur partagé par tous les autres complices que nous sommes dans la salle.

Et on ne dira jamais à quel point aussi les concerts de Serge Utgé-Royo sont le résultat

Une magie toujours renouvelée

conscience humaine, de ses combats et de ses espérances? *Ibéricas* poursuit, la déjà longue quête de l'artiste, poète, musicien, chanteurs, et écrivain, né comme il le chante dans une carte de visite, d'un anarchiste catalan, et d'une socialo de Castille, qui sont venus faire leurs enfants, à quelques pas de la Bastille.

Ses racines, Serge les porte avec lui, comme sa gorge porte sa voix, comme sa conscience d'homme lui fait refuser tout ce qui porte atteinte à la dignité de l'homme et de la femme. Je pense, mais il y en a plein d'autres, à « ces putains que j'aime », à cette chanson pour les non-mâles, et à *Une énorme boule rouge*, de Victor Simal, reprise dans une version entièrement catalane, dans *Ibéricas*. « Si de chaque goutte de sang, versé par un enfant, jaillissait un coquelicot, la terre ne serait plus bientôt, qu'une énorme boule rouge? Rouge comme la honte qui devrait empourprer nos visages, si nous avons le courage, de nous regarder de nous voir, quand nous passons devant un miroir. Ah, si nous avons le courage de nous voir! »

Serge sur scène, c'est le bonheur absolu. La rencontre, entre la perfection vocale, et la justesse de textes, qu'ils soient de sa plume, ou de ceux dont il enrage de ne pas les avoir écrits lui-même, et qu'il nous interprète en rendant hommage à leur auteur, je pense notamment au regretté Jacques Debronckart.

Pour avoir applaudi Serge Utgé-Royo un certain nombre de fois ces dernières années, je ne peux pas ne pas parler de cette révolu-

d'une alchimie, où chacun, de Fred et Valérie au son à Bruno à la lumière, et tous les techniciens d'une salle qui placent les micros, les retours sons, et les projos de toutes les couleurs, est indispensable au confort de l'artiste sur scène, pour les bonheurs qu'ils peuvent alors nous faire partager.

Le disque *Ibéricas* qui sort tout neuf d'un studio d'enregistrement, on peut l'écouter, le réécouter, sur notre chaîne, ou sur Radio libertaire. Ce qui changera alors, ce sera notre état d'esprit du moment. Voir Serge sur scène, c'est autre chose, car là, les chansons comme les artistes sont vivants, et nous aussi.

Sylvain Briant

Serge Utgé-Royo, au Divan du monde, 75, rue des Martyrs dans le 18^e, M^o Pigalle

Dimanche 25 novembre à 17 h 30

Lundi 26 novembre à 20 h 30

Artiste invitée : Mariàna Montalvo. Accompagné de Philippe Leygnac au piano, à la trompette et à l'accordéon, et Jack Thyssen à la basse.

Prix des places : 120 F, 100 F pour les possesseurs de la carte d'auditeur de Radio libertaire, 60 F pour les chômeurs, RMistes et étudiants. Réservation à Publico et sur place au Divan du monde. Renseignements : 01 43 52 34 20.

A CE TOURNANT de notre histoire, sans doute à ce carrefour de civilisation, où l'apport de nouvelles connaissances et surtout la technique de leur diffusion remettent en cause les modes de société, leur savoir et leur savoir-faire – comme ce fut le cas cinq siècles auparavant –, une nouvelle conception du monde s'impose à notre intelligence comme à notre imagination. Certains y voient le dépassement des tabous institutionnels et des « valeurs » bourgeoises (État, nationalité, ethnique, religion) et se réclament d'une société libertaire cybernétique; d'autres revendiquent le contrôle des États, déjà largement assujettis au pouvoir des multinationales; les plus puissants, enfin, mettent déjà en place un marché mondialisé et l'exploitation planétaire d'une humanité dont ils seraient les maîtres. L'avènement de nouvelles techniques de communication, sinon d'information, bouleverse le comportement des hommes partagés entre l'abus et le déclin (voire la suppression) du pouvoir. Ainsi en fut-il de l'invention de l'imprimerie à la Renaissance; ainsi en est-il aujourd'hui du phénomène Internet.

Dans un cas comme dans l'autre, sans renier son terreau originel, le renouveau des arts et des sciences, son côté positif, est rapidement discrédité par un impérialisme technologique qui bouleverse jusqu'à notre appréhension de l'espace et du temps. De la découverte de nouveaux continents au premier pas sur la Lune, des caravelles de Christophe Colomb au spoutnik de Gagarine, la vitesse accélérée est moins au service de la découverte qu'à celui de la conquête. La différence est d'importance, que sous-tend une pensée unique et réactionnaire, négative et déshumanisée, la face triomphante d'une civilisation dite de culture, de raffinement et de progrès dissimulant toujours celle du « modèle occidental », de son arrogance, de sa suffisance et de son pouvoir discrétionnaire: De la rapine la plus féroce à l'exploitation mondialisée, Janus fut et demeure son dieu tutélaire et incontournable². La première image occulte toujours la seconde: celle d'une barbarie sanglante et sans scrupules qui banalise, aujourd'hui, l'horreur des génocides par une surinformation momentanée³ que l'inconscient collectif enregistre comme une fatalité proche de l'indifférence, en attendant de franchir l'ultime étape de leur nécessité (la fameuse nécessité des guerres).

À la Renaissance, la même sauvagerie (les mots ont parfois leur effet boomerang) s'exerça sur les « nègres » d'Afrique et sur les Indiens du Nouveau Monde. Ne comptaient que la rentabilité des esclaves et l'or de Montezuma accumulé dans les coffres de Madrid; les prêtres y ajoutaient la rapine spirituelle, même par le sauvetage de certaines tribus, en prêchant la divine parole sur le butin des conquérants. Stupide serait de croire en une quelconque volonté de rachat: Dieu était l'allié suprême et pervers de l'infailibilité de la race élue. Cabeza de Vaca dont la foi fut profonde et indiscutable, se serait-il reconnu dans l'évangélisation qui succéda aux massacres?

On pourrait s'étonner d'un si long préambule pour le récit de quelques pages, mais, aussi dense et maîtrisé que soit leur style, elles sont surtout évidentes d'actualité, en témoignant de l'indignation d'un homme, de l'homme, que neutralisent aussi bien la falsification de l'histoire que le pouvoir des nouveaux médias. C'est que la prise de conscience de Cabeza, ce témoin, ce héros exceptionnel d'une autre renaissance, n'a rien changé du cours des événements, pas plus qu'elle ne change le déroulement suicidaire de l'histoire d'aujourd'hui. Est-ce à dire, comme l'affirme Henry Miller, que « tout l'effort des siècles est dirigé vers l'abandon du pouvoir et de l'autorité de l'individu », se faisant ainsi l'écho de Nunez: « Notre vie en commun dessèche notre lait: nous sommes aussi stériles que les champs de la Castille. »?

Sous le règne de Charles-Quint la « race des seigneurs » (des saigneurs) précède de quatre siècles celle qui procéda aux crimes méthodiques et planifiés que l'on sait. Incarnée par les conquistadores, « ivres d'un rêve héroïque et brutal » (Ah! Ah! le fier poète dégai-

Cet article fut écrit en 1996 (peu après la sortie du livre) et parut en Belgique dans le Journal des poètes. Je suis heureux qu'il paraisse à nouveau dans le Monde libertaire, ne serait-ce qu'en hommage à un ami, à la fois poète, typographe, éditeur et jardinier, et qui fit (et me fit) d'aussi beaux livres. C'est que Jean a disparu en juin dernier. Il s'est couché entre ses machines et ses casses (il travaillait à l'ancienne, sur le plomb), épuisé: le cœur avait lâché. Il l'avait gros comme ça, au sens propre comme au sens figuré. Salut Jean!

La Merveilleuse Aventure de Cabeza de Vaca

Haniel Long, la Merveilleuse Aventure de Cabeza de Vaca, traduit de l'américain par F.-J. Temple, préface de Henry Miller. Édition l'Arbre, 80 F. Jean Le Mauve 7, route d'Hameret, 02370 Aizy-Jouy

nant son sabre civilisateur et béni à la conquête du « fabuleux métal »!), elle ne fit pas de quartier. De Pizarre, massacrant les Incas du Pérou, à Cortès, exterminant les Aztèques du Mexique, le sang avait la couleur et le prix du rubis et la peau ceux de l'or.

Nunez Cabeza de Vaca fut de ceux-là, mais son aventure, unique dans l'histoire de la conquête, fut celle d'un adieu aux armes et de la victoire de l'homme reconquis sur l'homme conquérant. Nunez, échoué dans le golfe du Mexique, devenu lui-même et pour quelque temps l'esclave des Indiens, traversa les futurs États-Unis d'est en ouest, de



**Nicole Para da Cruz illustrant
Macunaima le désobéissant (bois gravé)**

l'Atlantique au Pacifique. C'est durant huit années (1528-1536) d'une marche exténuante où « fouaillé par la faim, brûlé et desséché par le soleil, les cheveux et la barbe hirsutes, les flancs étroits, tout le corps ridé comme une momie [...] tel un personnage marchant aux côtés d'un esprit », que Cabeza de Vaca « voyage » dans la reconnaissance de l'autre et de sa différence et devient l'ami de ses « frères humains », les Indiens. Des frères qu'ils guérissent, lui et ses trois compagnons, bien que dépourvus de nourriture, de vêtements, à plus forte raison de médicaments (« Pour comprendre ce que signifie n'avoir rien, il faut réellement ne rien avoir »), par ce qu'il faut bien qualifier de « miracles » (« Vraiment, nous étions très étonnés d'entendre les malades déclarer qu'ils se portaient bien »). Bientôt ils seront accompagnés de trois ou quatre mille Indiens fraternels et reconnaissants, devenus leurs égaux.

On comprend que Henry Miller ait été séduit par ce récit de Haniel Long qu'il préface dans une édition américaine de 1954, la dernière parution française remontant à plus d'un quart de siècle. Son écriture interlinéaire n'est pas là pour enjoliver le rapport de Nunez à son souverain, mais pour l'étoffer des non-dits essentiels retrouvés dans les archives offi-

cielles, pour « essayer de montrer ce qui, de toute évidence, est arrivé à cet homme » et qu'un conquistador s'adressant à son roi ne pouvait évidemment pas confier, s'agissant objectivement d'un désastre pour la conquête espagnole et son financement. Cette merveilleuse aventure n'est pas celle du premier homme traversant le continent américain du golfe du Mexique jusqu'au rio Grande, mais celle, toute d'intériorité, de celui qui se surprend « à traiter d'égal manière tous les êtres humains ». Retrouvant ses compatriotes au Nouveau-Mexique, Cabeza comprend enfin la source de son indignation: « En ces maraudeurs, force fut de reconnaître le gentilhomme espagnol que j'avais été moi-même huit ans auparavant. » Et plus que le prodige des guérisons, sur lesquelles insiste Henry Miller (si – et j'en suis bien d'accord – « les hommes qui sont vides aiment les promesses vides », je ne vois pas pourquoi ce vide ne saurait être comblé que par la foi), le vrai miracle n'est-il pas celui de l'aventure, qui tient du parcours initiatique, d'un homme débarrassé de ce qu'on voulut qu'il fût, un homme enfin libre qui cesse « d'être un personnage historique pour devenir un symbole ». Un homme qui affirmait, il y a plus de quatre siècles: « J'enseignerai au monde comment la douceur est victorieuse, et non le massacre. »

Comme d'habitude, Jean Le Mauve ne s'est pas trompé dans l'amoureuse rigueur de ses choix d'éditeur, dans leur modernité. À travers *la Merveilleuse Aventure de Cabeza de Vaca*, le lecteur pressent déjà la future *Déclaration des droits de l'homme*.

Comme d'habitude aussi, le typographe n'a pas failli à son goût de la belle ouvrage. Dans une mise en pages qui ne débordé jamais ni dans l'excès ni dans le trop peu, Jean Le Mauve atteint à la perfection dans la simplicité, qualités inhérentes à une poésie qui se fait rare.

Claude Kottelanne

1. Les deux tiers de l'humanité sont exclus d'Internet, nous apprend *le Monde diplomatique*, qui ajoute: « Les citoyens doivent se l'approprier avant que les mastodontes des finances, des médias et des loisirs ne s'en emparent pour leur seul profit. » On peut toujours rêver.

2. Il semble que nos savants, aujourd'hui comme hier, fascinés par le champ très ouvert des découvertes à venir, considèrent comme secondaire la concomitance pourtant évidente des deux visages du nouveau Janus. Une récente émission télévisée mettait face à face Taslima Nasreen et des chercheurs et savants de haut niveau (Coppens et un astronome célèbre). Elle essuya de leur part un silence poli, un tantinet gêné, en exposant la situation désespérée des femmes du Bangladesh: un véritable appel au secours bien vite étouffé par le lyrisme scientifique de nos spécialistes, qui n'avaient d'yeux que pour Lucy et la planète Mars. « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme », constatait déjà Rabelais à la Renaissance.

3. D'une impuissance qui se présente comme manifeste à une indifférence déculpabilisée, les morts sont devenus virtuels: pour notre bonne conscience des tribunaux internationaux jugeront les assassins subalternes d'ex-Yougoslavie, du Rwanda, du Cambodge, qui sait, peut-être un jour, de Tchétchénie?

Rennes

Objectif transports publics gratuits

LE COLLECTIF rennais pour la gratuité des transports a été créé début septembre 2001, à l'initiative du Mouvement des chômeurs, chômeuses et précaires en lutte. La mouvance libertaire, représentée par AL, l'union locale de la CNT, la Fédération anarchiste et le SCALP, est largement investie dans ce collectif. Les syndicats SUD Rail, Éducation et PTT y l'ont également rejoint.

Le 17 septembre dernier, dans le cadre de la semaine du transport public, Jean-Claude Gayssot venait à Rennes pour inaugurer un service de transport en commun adapté aux personnes handicapées. Le collectif avait appelé à un rassemblement, et préparé une occupation des locaux de la STAR (Société de transport de l'agglomération rennaise) pour le jour même. Malgré la forte présence policière et les Renseignements généraux, nous avons déployé une banderole sur la façade du bâtiment et diffusé des tracts aux passants, lesquels se sont montrés solidaires de l'idée de gratuité. Nous souhaitons que M. Gayssot daigne répondre à nos questions sur la gratuité, mais le camarade ministre a préféré envoyer ses chiens de garde, après la venue de l'huissier venu constater l'occupation de cette propriété privée. C'est ainsi que le collectif s'est fait expulser par les CRS au bout de quelques heures.

La direction de la STAR avait depuis plusieurs mois dans ses cartons le projet de montée par l'avant dans les bus de la ville. Les chauffeurs de bus s'y étaient fortement opposés au mois de mars par une grève de 23 jours (cf. *ML*, n°1241), fortement suivie et avec blocage du dépôt de bus. Depuis le 15 octobre, la STAR a souhaité mettre en place ce système par étapes. La montée par l'avant a officiellement pour objectif de diminuer la fraude dans les bus. Concrètement, cela signifie pour les conducteurs une surcharge de travail, et un rôle obligé de flic dont résultera une augmentation du nombre d'agressions. Pour les usagers, cela signifie un contrôle social accru, et une augmentation des temps de trajet (la montée à une seule porte aux arrêts très fréquentés crée des bouchons systématiques, et donc des retards de l'ordre d'une demi-heure). Pour diminuer ces retards, la direction de la STAR a dû mettre en place des bus supplémentaires sur le réseau, ce qui nécessitera, conformément à nos revendications, les embauches correspondantes de conducteurs.

L'exemple de Vitry, petite ville voisine où la gratuité des transports a été mise en place depuis le 1^{er} mai, démontre la faisabilité du transport gratuit. C'est donc avec force tracts et tickets « zéro franc, zéro fraude » que le collectif pour la gratuité des transports investit régulièrement depuis le 15 octobre les lignes bus où la montée par l'avant est instaurée. Le contact avec les usagers et conducteurs est excellent. Le moins que l'on puisse dire est que nos arguments font mouche des deux côtés. Cela permet de porter une revendication à plus long terme de gestion directe des services de transport par leurs personnels et usagers. La logique du profit est mise à bas quand on explique que des entreprises aussi généreuses que Paribas, Vivendi et la SNCF sont les principaux actionnaires de

New-York, Kaboul, Toulouse

Arrêtons la barbarie religieuse, nationaliste ou capitaliste

**Fédération Anarchiste
145 RUE AMELOT - 75011 PARIS**

la STAR, et qu'en moyenne en France, le prix du billet ne représente sur tous les réseaux de transports urbains en France que 25 % des recettes totales. À Rennes, le vice-président de Rennes métropole nous a indiqué que ce chiffre était de 33 %.

Malgré le rythme effréné de nos actions (trois par jour la première semaine, un peu moins depuis), leur couverture médiatique a été volontairement faible, comme pour l'ensemble des mouvements sociaux pourrait-on dire. En revanche, la répression a elle bien été au rendez-vous, puisque certains camarades ont fini des actions au commissariat, certains contrôleurs épaulés ou non par les CRS, n'hésitent pas à plaquer au sol des militants et ce sans aucune justification légale (hors des bus et sans leur demander leur titre de transport).

Les gestionnaires privés du réseau nous indiquent qu'ils ne sont pas les bons interlocuteurs, puisque la question de la gratuité est avant tout politique. On retrouve le même discours dans le jugement des actions du Collectif sans tickets de Bruxelles : la démocratie n'autorise la critique que dans la mesure où celle-ci est institutionnelle. Il ne peut y avoir de revendication politique hors du cadre de délégation de pouvoir. Les stratégies d'action directe, en remettant en cause le système de représentation politique par délégation sont ainsi criminalisées avant même d'avoir eu lieu.

Le collectif rennais a également investi une conférence de presse où la Métropole communiquait sur la montée par l'avant, en essayant de se trouver des points d'appui auprès des relais locaux (syndicats FSU et UNEF). De même, la CGT de la STAR, pourtant à la pointe de la grève du mois de mars se retrouve à la table de discussion avec l'association des usagers, composés des commerçants rennais briseurs de la grève de mars. La bureaucratie CGT espère tenir ses troupes militantes, particulièrement remontées depuis le 15 octobre, en revendiquant l'embauche de davantage de contrôleurs.

Au mois de mars 2002, le maire mégalomane de Rennes verra l'achèvement du 3^e chantier public en France : celui du métro automatique léger, le VAL. Comme son collègue Balladur, gageons qu'Edmond Hervé trouvera qu'il fait chaud dans le métro, plus que dans sa voiture de fonction.

Pierre et Manu
groupe la Commune, Rennes

Lyon

affichagees

UNE NOUVELLE campagne d'aseptisation de la ville vient d'être mise en place par la mairie de gauche, dernièrement élue. Il s'agit entre autres de réprimer fortement et activement l'affichage dit sauvage, en commençant par des arrondissements pilotes, comme par hasard, les seuls où les murs s'expriment encore.

Les pentes de la Croix-Rousse, où fourmillent plus de 200 associations pour trois panneaux d'affichage, étaient donc principalement concernées. Ce samedi 10 novembre avait lieu une manifestation, afin de nous réapproprier les murs du quartier. Une petite centaine de personnes armées de seaux, de pinceaux et d'affiches ont commencé à défilé dans les rues relativement étroites, après avoir négocié le parcours avec la maréchaussée.

Mais très rapidement, la manifestation a été suivie par un groupe armé de la police nationale qui a commencé à avancer sur eux avant de recevoir l'ordre de charger. Une certaine confusion s'ensuivit, les gens se sont dispersés, mais quatre personnes ont été arrêtées, dont une de la FA.

Les manifestants sont alors regroupés place des Terreaux, où la menace d'une nouvelle charge les a fait partir. Nous nous sommes alors préoccupés d'une solidarité immédiate avec les copains arrêtés : coup de fil, regroupement devant le commissariat. Trois des copains arrêtés ont été relâchés le soir même, accusés de « dégradation de biens privés en réunion ». Par contre, le quatrième n'est toujours pas sorti ce dimanche midi. Son arrestation a été plus houleuse et il est accusé de violence à agent. De nouveaux procès sont à prévoir, la criminalisation du mouvement social est toujours d'actualité.

Après les sans-papiers il y a deux semaines, les matraques vont bon train en ce moment à Lyon. Mais que la mairie ne se leurre pas, nous resterons solidaires de nos camarades arrêtés, et nous ne lâcheront pas le morceau. Répression contre liberté d'expression, bravo M. le maire, bravo le PS!

Gaëlle
groupe Kronstadt, Lyon

Toulon

Pour un local anarchiste

EN CETTE PÉRIODE où la barbarie capitaliste, religieuse et militariste devient omniprésente et entend régenter ou détruire nos vies, l'idéal libertaire nous semble plus que jamais à même de constituer la base sur laquelle peut et doit s'édifier un autre futur, une société humaine. Et pour cela, point de recettes miracles. Il nous faut, petit à petit et inlassablement, par l'exemple, l'écrit, la parole, la confrontation et le partage d'idées et de pratiques, aider le petit ruisseau à devenir une grande, la grande rivière. C'est ce à quoi, comme tant d'autres, ici et ailleurs, avec de maigres moyens mais une volonté bien accrochée, nous nous employons à Toulon.

Et pour aller plus loin, il nous faut franchir un cap : acquérir un local sur le centre-ville de Toulon. Au-delà de la simple résistance – dans une ville militarisée, où les idées nauséabondes de la droite extrême ont toujours droit de cité –, la création d'un tel lieu est une nécessité pour le mouvement libertaire.

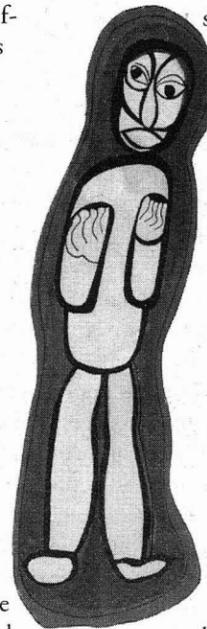
En plus d'une librairie, d'une bibliothèque, d'un café libertaire, de permanences, de débats, ce lieu – tout en étant le local du groupe de la FA de Toulon – pourra accueillir les autres composantes de la mouvance libertaire.

Pour la réalisation de ce projet nous aurons besoin de votre soutien et lançons donc une souscription. Tous les soutiens, idées de financement, contributions seront les bienvenus (chèques à l'ordre de ACL). Pour celles et ceux qui le souhaitent, un formulaire de prélèvement automatique mensuel est disponible sur demande. Par avance, nous vous remercions pour votre aide.

Salutations fraternelles.

Groupe Nada
Fédération anarchiste

c/o ACL, BP 5137, 83093 Toulon cedex
www.multimania.com/fa83
email : nada.fa83@oreka.com



**CONTRE LES BARBARIES
RELIGIEUSE,
NATIONALISTE,
CAPITALISTE... agir,
désobéir**

FÉDÉRATION ANARCHISTE ★ 145 RUE AMELOT 75011 PARIS